



**Secours
Catholique**
Caritas France

www.secours-catholique.org

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014



PENSER ET AGIR ENSEMBLE AVEC LES PAUVRES

La participation des personnes exposées à la précarité est inscrite au cœur de nos actions. L'année 2014 a été marquée par notre volonté d'aller plus loin sur le chemin de la participation en les associant plus résolument dans nos instances de réflexion et de décision. La charité est inventive lorsqu'elle trouve sa source dans la pensée et l'action des personnes qui vivent les situations de pauvreté. Elle est inventive lorsqu'elle s'enrichit de l'engagement commun d'une grande diversité d'acteurs et de partenaires dans les territoires.

En juin, les Journées nationales d'étude de Lourdes ont parfaitement illustré cette volonté, en rassemblant près de 800 participants – personnes en situation de précarité, bénévoles, salariés – pour une réflexion partagée au niveau national. Nos 10 chantiers prioritaires intègrent désormais la participation comme un élément clé de recherche. En août, la première université d'été « Young Caritas » a rassemblé une très grande diversité de jeunes engagés pour la solidarité dans toute la France et au Moyen-Orient. Lors des élections municipales et européennes, la mobilisation des personnes directement concernées par la pauvreté a renforcé la légitimité et la pertinence de nos interpellations et propositions auprès des candidats et des élus. Ces démarches nous permettent de porter une pensée construite ensemble, en valorisant les expertises, compétences et capacités d'agir de chacun.

Cette volonté de renforcer la participation et la capacité d'agir des plus pauvres s'étend au niveau international par une pédagogie spécifique de soutien à nos partenaires locaux. Qu'il s'agisse du soutien aux communautés indigènes en Amérique latine, de la mobilisation citoyenne dans les pays du Moyen-Orient, du renforcement du rôle des sociétés civiles en Afrique, ce soutien aux organisations intermédiaires permet d'accroître la capacité d'agir à tous les niveaux, dans le respect de la volonté locale. Le programme DIRO (Développement institutionnel et renforcement organisationnel), qui vise au renforcement des capacités de 12 Caritas en Afrique, illustre de façon exemplaire cette démarche.

Au niveau international, l'année 2014 a été marquée par une multiplication de crises majeures, défiant les capacités du système humanitaire mondial. Pour sa part, le Secours Catholique-Caritas France a réalisé 38 interventions d'urgence, dans 24 pays, en coopération avec le réseau mondial Caritas Internationalis. Face à l'ampleur et à la violence des conflits au Moyen-Orient, nous avons renforcé notre soutien sur place et auprès des réfugiés dans les pays de la région.

Autre front majeur au niveau global, le changement climatique a un effet croissant sur nos actions de lutte contre la pauvreté. Dans la perspective de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 21) qui se tiendra à la fin de l'année 2015 à Paris, nous avons renforcé cette année notre plaidoyer, croisant les enjeux du climat avec ceux du droit à l'alimentation, de la sécurité alimentaire, du financement du développement et de la protection des migrants.

Nous voudrions saluer ici l'action portée par François Soulage à la présidence de notre association, de 2008 à 2014. Durant six ans, François a particulièrement renforcé les capacités de notre association à agir sur les causes de pauvreté et à soutenir la diaconie de toute l'Église. Qu'il en soit ici très fraternellement remercié.

Véronique Fayet
Présidente nationale



Bernard Thibaud
Secrétaire général



Dominique Fontaine
Aumônier général



“ *La perspective d'un monde de paix et de justice durable nous demande de dépasser l'assistentialisme paternaliste, exige que nous créions de nouvelles formes de participation qui incluent les mouvements populaires et animent les structures de gouvernement locales, nationales et internationales, avec le torrent d'énergie morale qui naît de la participation des exclus à la construction d'un avenir commun.* ”

DISCOURS DU PAPE FRANÇOIS
AUX PARTICIPANTS À LA RENCONTRE
MONDIALE DES MOUVEMENTS POPULAIRES
28 OCTOBRE 2014

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	2
GOVERNANCE ET CONTRÔLE	4
RÉTROSPECTIVE 2014	6
UN RÉSEAU AU SERVICE DES ACTIONS	8
ACTION FRANCE	12
Mal-logement	13
Accueil et droits des étrangers	14
Justice et prison	16
Emploi et économie sociale et solidaire	18
Solidarités familiales	20
Plaidoyer et actions citoyennes	21
Urgences France	23
ACTION INTERNATIONALE	24
Urgences	25
Afrique et océan Indien	26
Amérique latine et Caraïbes	27
Asie	28
Europe et Asie centrale	30
Moyen-Orient et nord de l'Afrique	31
Animation internationale	33
PLAIDOYER INTERNATIONAL	34
ANIMATION SPIRITUELLE	36
COMMUNICATION	38
GÉNÉROSITÉ ET FINANCES	40
LE RÉSEAU PARTENARIAL SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE	42

GOUVERNANCE ET CONTRÔLES AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

L'assemblée générale comprend 209 membres répartis en trois catégories : 161 membres actifs – administrateurs personnes qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi que 2 trésoriers par espace interrégional –, 47 membres d'honneur et 1 membre bienfaiteur. La limite d'âge est fixée à 75 ans (sauf pour les membres d'honneur et le membre bienfaiteur).

Les membres actifs comptent 107 hommes et 54 femmes.

Membres d'honneur : 32 hommes et 15 femmes.

Le conseil d'administration est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 12 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 9 sont des personnes qualifiées. Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois.

Le conseil se réunit onze fois par an. Son bureau comprend un président, deux vice-présidents, un trésorier, un secrétaire et un conseiller aux affaires internationales.

L'aumônier général et le secrétaire général assistent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

Bureau

Présidente Véronique Fayet
Vice-présidents Pierre Colmant, Claire Escaffre
Trésorier Claude Marchal
Secrétaire Dominique Dubois
Conseillère aux affaires internationales Louise Avon

Membres

Claudine Berland – Marie-Véronique Devise-Danjou – Fabienne Ferrerons – Jean-Pierre Gurcel – Christian Guyomart – Agnès Lang – Jacqueline Laura – Michèle Le Gall – Jean-Louis Loirat – Françoise Maury – Odile Méreau – Norbert Mouiren – Emmanuel de Rivoire – Béatrice Victor – Éric de Villeroché

Secrétaire général Bernard Thibaud
Aumônier général Père Dominique Fontaine
Présidents d'honneur François Soulage,
..... Joël Thoraval

LIENS AVEC LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le conseil d'administration après accord de l'évêque du diocèse concerné. Les administrateurs en qualité de personnes qualifiées sont cooptés par le conseil d'administration, après accord du conseil permanent de la Conférence des évêques de France (CEF), puis élus par l'assemblée générale. Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF. L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.

Le secrétaire général est nommé par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.

Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et le président national, le secrétaire général et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS

Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.

- › Comité stratégique
- › Comité d'audit
- › Comité des donateurs
- › Comité des nominations
- › Instance nationale consultative (INC)
- › Comité de gestion de la trésorerie



Siège national

106 rue du Bac
75341 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 49 73 00
Fax : 01 45 49 94 50

IDENTITÉ

Le Secours Catholique-Caritas France

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique en France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

Mission

- ▶ Le Secours Catholique-Caritas France a pour mission de faire rayonner la charité chrétienne par la mise en œuvre d'une solidarité concrète entre tous, en France et dans le monde.
- ▶ Le Secours Catholique-Caritas France considère que les hommes, femmes, enfants, vivant des situations de pauvreté, sont les premiers acteurs de leur développement.
- ▶ Il s'engage à leurs côtés pour lutter contre les causes de pauvreté et d'exclusion et promouvoir le développement de la personne humaine dans toutes ses dimensions.
- ▶ Il recherche un partenariat militant avec les organisations qui partagent ses objectifs afin de promouvoir la justice sociale au sein des politiques locales, nationales et internationales.
- ▶ Témoignant de l'Évangile, le Secours Catholique-Caritas France invite chaque personne à aller à la rencontre des plus pauvres, à se mettre à leur écoute, à les soutenir et à s'associer avec eux pour construire ensemble une société juste et fraternelle.

Actions

- ▶ En France, 1 450 000 personnes ont été accueillies et soutenues dans 2 389 lieux d'accueil, répartis sur l'ensemble du territoire.
- ▶ À l'international, 719 opérations ont été menées en 2014, dans 77 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (165 Caritas). En un an, 3,2 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

Organisation

- ▶ 76 délégations au 31 décembre 2014, réparties en 3 687 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- ▶ Réseau de 67 400 bénévoles et de 971 salariés sur tout le territoire.
- ▶ 3 antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la Maison d'Abraham à Jérusalem, le CEDRE à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Ces informations sont issues du rapport annuel et des états financiers 2014.

Les comptes annuels, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet Deloitte, puis approuvés par l'assemblée générale du 5 juin 2015. Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou obtenus sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

Le commissaire aux comptes, outre la certification des comptes, contrôle chaque année 10 délégations. Avec le département d'audit interne, c'est au total un tiers des délégations qui est contrôlé chaque année.

La Cour des comptes a contrôlé en 2012 l'utilisation des fonds reçus en 2010 et 2011 pour les victimes du séisme survenu en Haïti. Elle considère que « l'emploi des fonds collectés a été conforme aux objectifs de l'appel à la générosité réalisé ».



Le Comité de la charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Sa mission est de promouvoir le fonctionnement statutaire et la gestion désintéressée, la rigueur de la gestion, la qualité de la communication et de la collecte de fonds ainsi que la transparence financière.

RÉTROSPECTIVE <<<<

JANVIER



】 18-19. Le Var connaît une nouvelle fois d'importantes inondations. Les bénévoles sont mobilisés sur place auprès des sinistrés.

】 20-22. Rencontre à Madrid du réseau mondial contre la traite, COATNET, et du groupe de pilotage du projet euroméditerranéen de lutte contre la traite des êtres humains.

FÉVRIER

】 07-08. Séminaire national consacré à l'accompagnement des familles roms. Il permet aux acteurs de terrain de partager sur leurs pratiques et leurs réussites.

】 20. La loi Alur, destinée à favoriser le logement des plus modestes, est adoptée.

MARS

】 03. Comme en 1995, 2001 et 2008, à l'approche des élections municipales, le Secours Catholique-Caritas France met en lumière la perception qu'ont les maires de l'exclusion et de la précarité dans leur commune, en s'appuyant sur une enquête réalisée avec TNS Sofres.

】 09. Le Conseil national pour la solidarité, en partenariat avec le Secours Catholique-Caritas France, publie un livret pour mieux comprendre et vivre au quotidien l'exhortation apostolique du pape François, « La joie de l'Évangile ».

】 27-28. L'Association des cités du Secours Catholique (ACSC) organise ses deuxièmes Journées de l'innovation à Paris. Plusieurs projets sur l'habitat solidaire sont présentés à cette occasion.

AVRIL



】 07. Les commémorations des 20 ans du génocide au Rwanda permettent de réfléchir aux avancées de la paix et de la réconciliation dans la région des Grands Lacs.

】 08. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaît l'ampleur de l'épidémie de fièvre Ebola. Depuis le début de 2014, cette épidémie sévit dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Les Caritas de la région s'impliquent dans la lutte.

MAI

】 12-28. Campagne d'action internationale. Des témoins d'associations partenaires et de Caritas du monde entier viennent évoquer la réalité de l'accès à l'alimentation dans leur pays.

】 28. Au siège national du Secours Catholique-Caritas France, échanges sur le droit à l'alimentation et débat ouvert à tous : « En quoi le droit à l'alimentation peut-il renforcer, ou non, vos actions et stratégies en matière de sécurité alimentaire ? »

JUIN

】 08-14. Le président du Secours Catholique-Caritas France, accompagné du président d'Apprentis d'Auteuil et du directeur général de Médecins du Monde, se rend à Mayotte pour témoigner de la situation d'extrême précarité de la population, en particulier des plus jeunes.

】 16. Pendant quatre jours, bénévoles, salariés et personnes en situation de précarité se rassemblent pour les Journées nationales d'étude de Lourdes. Ensemble, ils réfléchissent aux grands chantiers nationaux de l'association.



】 19. Six ans après son arrivée au Secours Catholique-Caritas France, Françoise Soulage quitte la présidence de l'association. Le même jour Véronique Fayet est élue présidente.

JUILLET

】 06-16. Le secrétaire général, Bernard Thibaud, se rend en mission en République centrafricaine pour soutenir les actions de nos partenaires locaux.

】 12-22. Cinq représentants du Secours Catholique-Caritas France en Languedoc-Roussillon sont en mission au Burkina Faso dans le cadre de leur partenariat avec la Caritas locale.

AOÛT



】 15. L'appel au don lancé dans toutes les églises de France pour venir en aide aux populations en Irak, en Syrie et à Gaza permet de collecter plus d'un million d'euros.

】 28-31. La première université d'été des jeunes du Secours Catholique-Caritas France rassemble 200 participants, dont 170 jeunes venus de toute la France. Parmi eux, la moitié a l'expérience de la précarité.

】 29. Le Secours Catholique-Caritas France publie une bande dessinée de sensibilisation à l'action internationale, *Leïla et Mounir*. Diffusée à 10 000 exemplaires dans les délégations, avec des fiches d'animation, cette BD permet d'éveiller les jeunes, notamment, à la solidarité mondiale et locale.



SEPTEMBRE

】 09. Le Secours Catholique-Caritas France organise une conférence à Paris, « Démocratisons la sécurité alimentaire », qui permet de soulever les problèmes relatifs à la sécurité alimentaire en Afrique : accaparement des terres, droit foncier, réponses internationales aux crises alimentaires, accès à l'eau, etc.

DÉCEMBRE

】 26. Le Secours Catholique-Caritas France participe aux commémorations du tsunami qui avait durement touché l'Asie du Sud, dix ans auparavant.

】 31. Epida, une expérimentation de parcours d'insertion à durées adaptées, arrive à son terme. Déployée en Rhône-Alpes depuis 2011, Epida a mis en lumière la nécessité d'adapter l'insertion aux personnes, et non pas de réclamer que les personnes s'adaptent aux structures d'insertion.

OCTOBRE

】 15. Le Secours Catholique-Caritas France soutient le lancement de la campagne « Tournons la page », qui regroupe des organisations africaines et européennes opposées à la modification des constitutions à des fins personnelles et promeut l'alternance démocratique, la bonne gouvernance et la souveraineté du peuple.



】 16. Autour de la Journée mondiale de l'alimentation, et dans le cadre de la campagne mondiale de Caritas Internationalis, « *One Human Family, Food for All* » (« Une seule famille humaine, de la nourriture pour tous »), de nombreuses délégations se mobilisent pour faire connaître les actions soutenues par le Secours Catholique-Caritas France, à l'international – notamment au travers du réseau Caritas – comme en France : épiceries, jardins et paniers solidaires, ateliers alimentation, repas partagés...

NOVEMBRE

】 06. Le Secours Catholique-Caritas France publie son rapport statistique annuel sur l'évolution de la pauvreté en France. Il met en lumière dans cette édition la situation des hommes seuls et la précarité énergétique.

】 29. À la suite de nouvelles inondations, survenues dans l'Aude et le Roussillon, la délégation locale du Secours Catholique-Caritas France met en place sa procédure d'aide aux sinistrés.



】 30. Jubilé de la Maison d'Abraham qui fête ses 50 ans. Depuis l'origine, la maison a reçu pour mission, par Paul VI, d'accueillir des pèlerins sans ressources et des « voyageurs de l'Espérance », bénévoles et personnes en difficulté de diverses religions.



XAVIER SCHWIBEL / S.C.

UN RÉSEAU AU SERVICE DES ACTIONS

Pour mettre en œuvre ses actions de terrain, le Secours Catholique-Caritas France a développé l'entraide entre les bénévoles et les personnes qui viennent à notre rencontre. Cette synergie fonctionne grâce à un réseau structuré, depuis les équipes locales jusqu'aux grands projets internationaux.

L'évolution du bénévolat

Le Secours Catholique-Caritas France a enregistré une augmentation du nombre de bénévoles qui s'engagent à l'année : 10 000 nouveaux bénévoles nous ont rejoints en 2014. Ce mouvement traduit la réalité d'un bénévolat plus souple et plus ponctuel. Si dans le cadre de l'éveil à la solidarité, il se révèle important d'accueillir plus de personnes souhaitant s'engager à nos côtés, cela conduit cependant à une fragilité du fait de la baisse du bénévolat régulier, notamment sur les missions à responsabilité et les missions d'accompagnement. Face à cette évolution, les équipes sont amenées à transformer leurs pratiques d'accueil. Elles doivent passer plus de temps à informer les arrivants sur le projet,

à les former, à les encadrer, et ce, pour des durées plus courtes. Ainsi, des délégations ont créé des services bénévolat et formé les responsables d'équipe pour accueillir les nouveaux bénévoles. En outre, plusieurs délégations accompagnent particulièrement les bénévoles en recherche d'emploi.

Évolution de la typologie

Nous voyons venir vers l'association de plus en plus de personnes actives ou en recherche d'emploi, et de plus en plus de jeunes. Nous notons une forte augmentation du nombre de bénévoles qui pourraient également nous rencontrer par la voie d'une demande d'aide. Ainsi, en 2014, une personne sur deux qui contacte

le siège national pour du bénévolat est en recherche d'emploi. Le phénomène s'explique par le contexte économique qui a entraîné une forte augmentation du chômage. Ces personnes disposent de temps et de compétences, mais pour une période incertaine.

Autre tendance : l'augmentation du nombre de bénévoles cherchant à donner du sens à leur vie. Ils l'expriment souvent dans leurs motivations et disent leur besoin de participer à des actions alimentant leur quête de sens.

Bénévolat et foi

Porté par les appels du pape François, le Secours Catholique-Caritas France a constaté une augmentation du nombre de bénévoles qui souhaitent mettre leur foi en action. Le Secours Catholique-Caritas France est un lieu naturel pour répondre à ce désir. Et par son ouverture, il permet aussi d'autres rencontres.

Afin de mieux cerner cet appel, le Secours Catholique-Caritas France a mené une consultation sur le bénévolat en 2014. Les acteurs de terrain nous ont demandé de mieux prendre en compte cette dimension dans la réécriture de la charte du bénévolat en cours, qui deviendra « charte de l'engagement » de tous les acteurs du Secours Catholique-Caritas France.

L'éveil au bénévolat

Le travail de terrain mené par les équipes leur a permis d'intégrer pleinement la dimension d'action du projet du Secours Catholique-Caritas France : lutter contre la misère et l'exclusion. Cependant, la deuxième dimension de notre mission – « lutter en éveillant les cœurs » – doit encore être développée. Nous avons insisté pour que la recherche de bénévoles ne soit pas seulement fonctionnelle, destinée à répondre à des besoins, mais qu'elle permette à des personnes de s'engager, de vivre la solidarité, de rencontrer des plus pauvres et de changer de regard. Aussi, chaque personne impliquée dans notre association doit avoir comme préoccupation de permettre à d'autres de s'engager.



CHRISTOPHE HARGOUËS / S.C.

L'engagement des jeunes

Le réseau enregistre toujours plus de sollicitations de jeunes qui veulent agir, que ce soit dans un cadre individuel ou collectif, au sein d'aumôneries, de groupes scouts, d'universités... Le Secours Catholique-Caritas France encourage et anime leurs initiatives afin de leur permettre de développer et de partager une vie associative accueillante.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ



CHRISTOPHE HARGOUËS / S.C.

Du 28 au 31 août 2014, à Saint-Malo, la première université d'été du Secours Catholique-Caritas France a rassemblé 200 participants, dont 170 jeunes de toute la France, parmi lesquels la moitié avaient l'expérience de la précarité. La présidente nationale, le secrétaire général et l'aumônier général, des salariés du Secours Catholique-Caritas France étaient également mobilisés. L'équipe locale de Saint-Malo s'est particulièrement investie dans l'organisation de cette université d'été, de même que des réseaux partenaires : Ecclesia campus et le Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ).

Des jeunes issus de quatre Caritas du Moyen-Orient – Égypte, Jordanie, Liban, Jérusalem – étaient présents pour témoigner de l'engagement citoyen des jeunes dans les sociétés civiles de leur pays. Les participants ont mené une réflexion sur l'action interreligieuse, ont pris part à des ateliers, des formations et des moments festifs. Une célébration eucharistique adaptée à l'accueil de tous, chrétiens et non chrétiens, a clos l'événement.

Durant ces journées, et pour la suite de leurs engagements, les jeunes ont demandé à ne pas rester entre eux et à pouvoir faire entendre leur parole régulièrement au sein de l'association. L'événement sera renouvelé tous les ans.



PATRICK DELAPIERRE / S.C.

Le réseau Young Caritas a été lancé en 2013. Son compte Facebook rassemble 500 membres. Le réseau compose ainsi une communauté de jeunes qui échangent sur ce qu'ils veulent vivre au Secours Catholique-Caritas France.

Mais surtout, le Secours Catholique-Caritas France a invité les jeunes à participer à cette construction, notamment lors de la première université d'été des jeunes de l'association, à Saint-Malo, en août 2014.

Délégations et territoires

Dans le cadre de l'application de notre nouvelle organisation, amorcée depuis 2007, nous avons poursuivi la répartition des délégations en territoires et le regroupement

de certaines d'entre elles. Cette démarche permet d'accroître la capacité d'animation des équipes et cela en proximité avec les personnes exposées à la précarité. Le Secours Catholique-Caritas France comptait ainsi 76 délégations à la fin de 2014. Deux délégations – Meuse-Moselle et Auvergne / Cantal Puy-de-Dôme – ont été créées par regroupement. Il est envisagé pour 2015 une autoévaluation des quinze premières créations de délégations par regroupement, afin de poser un regard objectif sur le fonctionnement et l'impact de la réorganisation et d'améliorer son accompagnement.

Nous renforçons l'animation en territoire dans chaque délégation, afin de développer une dynamique d'action et de projet avec les équipes locales et l'ensemble des acteurs sur le territoire. Au 1^{er} trimestre 2015, des rencontres interrégionales réuniront les acteurs concernés par cette démarche afin de faire évoluer nos stratégies d'animation et nos collaborations dans les territoires.

Projets de délégations

Depuis 2011, nous avons demandé aux délégations de se doter d'une feuille de route pour avoir une stratégie sur cinq ans. À la fin de l'année 2014, 55 projets de délégation avaient été homologués. À partir de ces projets, les délégations se fixent des priorités pour les années à venir : développement du bénévolat, recherche de sens, animation et action dans les territoires...

La démarche a également amené à la mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail avec les bénévoles, les salariés, les personnes ayant l'expérience de la pré-

971
salariés



67 400
BÉNÉVOLES
AU SECOURS CATHOLIQUE



71 %
DE FEMMES



29 %
D'HOMMES

DES TERRAINS D'ENGAGEMENT VARIÉS



ACCUEIL
FRATERNEL



BOUTIQUE
SOLIDAIRE



VISITE
INDIVIDUELLE



ACCOMPAGNEMENT
SCOLAIRE



HÉBERGEMENT



ACCOMPAGNEMENT
VACANCES

carité ainsi qu'avec nos partenaires locaux associatifs et institutionnels. Les projets de délégation favorisent aussi la recherche d'actions plus adaptées aux besoins et aux attentes des personnes rencontrées.

Dix chantiers prioritaires

Les chantiers prioritaires, lancés en 2011, ont marqué une étape lors des Journées nationales d'étude de Lourdes (JNEL 2014). L'avancée des travaux a été présentée par les 10 équipes nationales correspondant aux 10 chantiers. Ces équipes sont constituées d'acteurs du siège national et des délégations, de salariés, de bénévoles et de personnes ayant l'expérience de la pauvreté.

Pour exemple, le chantier sur les territoires ruraux a permis aux équipes de s'interroger sur la présence du Secours Catholique-Caritas France en milieu rural et sur ses actions de lutte contre l'isolement. Ainsi, plusieurs délégations développent des réseaux de veilleurs de proximité.

Après les JNEL, les chantiers prioritaires ont été confirmés avec une nouvelle feuille de route jusqu'à leur prochaine étape aux JNEL de 2016. Durant ces deux années, les chantiers continuent de capitaliser les actions-signes (actions innovantes à fort potentiel d'inclusion sociale), illustrant les problématiques repérées.

Montée en compétences

Dans la lignée de 2013, nous avons souhaité favoriser la montée en compétences des acteurs salariés. Les quelque 120 métiers du Secours Catholique-Caritas France sont désormais définis, ce qui donne de la visibilité à chaque salarié sur les attentes et les évolutions de son métier. Un travail a été mené afin de construire des parcours de montée en compétences pour les métiers les plus représentés au Secours Catholique-Caritas France (secrétaires, comptables, animateurs, chargés de projets, managers). Une réflexion a été également engagée en 2014 pour élaborer des filières métiers, donner de la lisibilité sur les évolutions et faciliter la mobilité professionnelle à l'intérieur ou à l'extérieur du Secours Catholique-Caritas France.



LES JOURNÉES NATIONALES D'ÉTUDE DE LOURDES



Les Journées nationales d'étude de Lourdes (JNEL) ont rassemblé près de 800 personnes en juin 2014. Elles ont été marquées par la volonté d'association fraternelle entre les bénévoles, les membres de bureaux, les salariés et les personnes ayant l'expérience de la précarité. Une journée était particulièrement dédiée à la participation des personnes qui ont l'expérience de la pauvreté. Elle nous a amenés à réfléchir sur notre organisation, et à approfondir l'incidence de la participation de tous dans l'évolution de nos pratiques.

Les JNEL ont également permis de projeter le Secours Catholique-Caritas France vers la célébration en 2016 de ses 70 ans, en proposant aux délégations d'expérimenter la pédagogie des marches fraternelles. Ces marches sont un outil pédagogique pour vivre l'association de tous les acteurs et la rendre visible à l'ensemble de la société. Nous proposons d'organiser ces marches sur plusieurs jours en associant les paroisses, nos partenaires associatifs et institutionnels, les élus... Ces marches auront lieu en mai 2016.



XAVIER SCHWIBEL / SC

ACTION FRANCE

En 2014, le chômage a continué de se développer, les inégalités se sont encore creusées. Face à cette situation, le Secours Catholique-Caritas France s'est donné comme priorité de développer et de renforcer les actions qui favorisent le vivre ensemble. Quand la situation sociale se dégrade, la tentation d'identifier un bouc émissaire, de rejeter la faute sur les plus fragiles, de se réfugier dans des réponses simplistes prend de l'ampleur.

Face à cela, le Secours Catholique-Caritas France veille à éclairer l'opinion publique sur les évolutions de la pauvreté et sur les signaux faibles qu'il faut prendre en compte dès aujourd'hui pour qu'ils ne soient pas le creuset des défis sociaux de demain. Plus que jamais, et à contre-courant des solutions toutes faites, nous parions sur la capacité des personnes et des familles à faire société autrement. À partir de leurs capacités, croisées avec celles d'experts du sujet, nous voulons être force de proposition pour refonder un système de protection sociale utile à tous, et particulièrement aux plus fragiles.

Laurent Seux, directeur France-Europe, action et plaidoyer

MAL-LOGEMENT

La mise en œuvre du droit au logement rencontre souvent des obstacles, dont pâtissent les plus pauvres. Les difficultés d'application de la loi Daloz (droit au logement opposable) et la remise en question de certains points de la loi Alur en faveur des plus modestes en ont été la preuve en 2014.

Hébergement à l'hôtel

L'hébergement à l'hôtel est une solution d'urgence proposée pour mettre à l'abri près de 30 000 personnes sans domicile en Île-de-France et pallier le manque de places dans les centres d'hébergement pour les familles avec enfants. Cette solution est devenue durable pour de nombreuses familles. Ainsi près d'une famille sur deux reste à l'hôtel pour une durée de un à quatre ans. Les délégations d'Île-de-France ont travaillé à la rédaction d'un rapport sur l'hébergement à l'hôtel, publié en décembre 2014. Nos équipes ont interrogé 260 familles, représentant 825 personnes, dont 53 % d'enfants, sur leur vie à l'hôtel. Elles ont recensé les problématiques auxquelles ces familles étaient confrontées : insalubrité, promiscuité, difficultés scolaires, impossibilité de cuisiner... En outre, ces familles craignent de faire valoir leur droit à un hébergement décent. Ce rapport nous a conduits à rédiger des propositions pour améliorer les conditions de vie des familles en hôtel et penser des alternatives, reposant notamment sur des logements sociaux à loyers abordables et une mobilisation du parc privé. Dans la lignée de ces travaux, le gouvernement a travaillé à un plan triennal de réduction des nuitées hôtelières qui prévoit la réaffectation de crédits alloués aux hôtels vers des logements plus adaptés et un accompagnement de qualité.

La loi Alur

L'effort de logement neufs et de logements sociaux accessibles reste insuffisant. Le plan national de lutte contre l'exclusion (PNLE) proposait la mise à disposition de 150 000 logements sociaux par an ; ce chiffre n'a pas dépassé 107 000 logements en 2014. La loi Alur, adoptée le 20 février 2014 et destinée à favoriser le logement des plus modestes, a été remise

en cause au cours de l'année dans la perspective d'un plan de relance du logement. Le Secours Catholique-Caritas France, avec le Collectif des associations unies, a regretté cette remise en cause de la loi Alur.

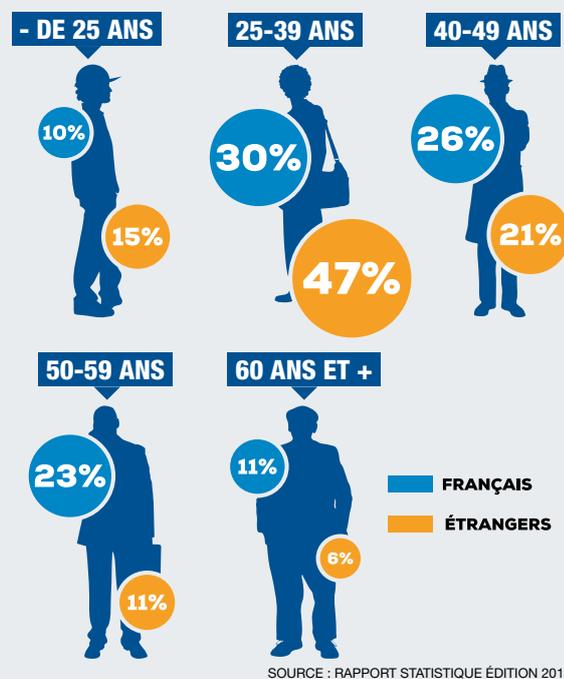
Le Secours Catholique-Caritas France a collaboré avec la Direction générale de la cohésion sociale pour faire

HOMMES ET JEUNES À LA RUE

L'édition 2014 de notre rapport statistique met l'accent sur les hommes seuls, souvent oubliés et pourtant très vulnérables. Les hommes seuls de 25 à 39 ans, habitant les villes, sans emploi, représentent un quart des ménages que nous accueillons. Le niveau de vie mensuel moyen des hommes seuls est le plus bas parmi les personnes accueillies : 437 euros par mois, soit 15 euros par jour. Pour les hommes seuls et étrangers, ce chiffre passe à 166 euros mensuels.

L'accès au logement est particulièrement difficile pour les hommes seuls, qui ne sont pas considérés comme un public prioritaire. Par rapport à l'ensemble des ménages que nous accueillons, ils sont trois fois plus nombreux à vivre dans des squats, des abris de fortune ou à la rue.

HOMMES SEULS RENCONTRÉS PAR LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE



GAËL KERBAOL / S.C.

en sorte que la refonte prévue dans la loi Alur soit effective et arrive à un système de domiciliation qui incite davantage les centres communaux d'action sociale (CCAS) à faire valoir ce droit indispensable pour mener les démarches administratives. Jusqu'alors, la domiciliation restait négligée et les associations n'étaient pas financées pour assurer ce service. La fusion des deux domiciliations – Dalo et aide médicale de l'État – doit mener à un pilotage unique du dispositif.

Dalo : les personnes prioritaires participent à la mobilisation

À l'initiative du Secours Catholique-Caritas France, de la Fondation Abbé Pierre et de l'association Droit au logement (DAL), une mobilisation citoyenne régionale a été lancée pour appliquer le Dalo. Nos délégations ont rejoint ce mouvement en organisant la mobilisation

de ménages ayant été reconnus prioritaires pour être relogés dans le cadre de la loi Dalo. En Île-de-France, en 2014, si la moitié des ménages reconnus prioritaires au titre du Dalo ont été relogés, 44 000 personnes restent en attente.

Au niveau départemental (75, 92, 93, 94, 95), des temps de rencontre ont été proposés entre les ménages prioritaires Dalo afin de réfléchir collectivement aux actions de plaidoyer et de sensibilisation. Plusieurs actions ont été organisées (rencontre avec la ministre du Logement, manifestations devant des préfectures et réunion avec une délégation de personnes reconnues prioritaires, etc.). Parmi les revendications exprimées : la création d'une cellule d'urgence de relogement au titre du Dalo, afin de résorber le retard cumulé depuis le vote de la loi en 2007 et de respecter les délais prévus pour les ménages qui seront reconnus prioritaires.



CHRISTOPHE HARGOUËS / S.C.

Collaboration ACSC et délégations du Sud-Est

Le Secours Catholique-Caritas France, en lien avec l'Association des cités du Secours Catholique (ACSC), a entamé des projets d'accompagnement en faveur des sorties de bidonvilles, à Aix-en-Provence, Marseille et Fréjus.

Ces travaux s'inspirent de la collaboration menée à la cité Myriam, à Montreuil, pour l'accompagnement de Roms. Le Secours Catholique-Caritas France y assure un accompagnement global et fraternel, en complément des travailleurs sociaux, et l'ACSC assure l'hébergement puis l'accès au logement autonome et l'accompagnement social.

ACCUEIL ET DROITS DES ÉTRANGERS

Notre incidence sur les politiques d'accueil des étrangers au niveau national a pris de l'ampleur en 2014. Au niveau local, également, les bénévoles de délégations se sont impliqués au plus près des décideurs et des personnes accueillies.

Projets de loi en examen

Deux réformes législatives ont été lancées en 2014. L'une pour réformer le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile, et l'autre pour modifier le code de l'entrée et du séjour des étrangers. Le projet de loi sur l'asile, qui vise à accélérer les procédures d'examen et à mettre en conformité la législation française avec les directives européennes, a été voté en première lecture en décembre. L'examen de la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers a été repoussé à l'été 2015.

Le Secours Catholique-Caritas France a été associé à la réflexion et a participé aux nombreuses réunions de consultation que le ministère de l'Intérieur a initiées. Parmi les thèmes majeurs de notre plaidoyer : le droit au travail et à la formation des demandeurs d'asile.

Texte d'orientation sur l'accueil des migrants

Afin d'approfondir le positionnement global de l'association sur la problématique générale de l'accueil des migrants, un texte d'analyses et d'orientations a été élaboré et proposé à la discussion à toutes les délégations. À partir de cette consultation, qui a débuté en juin 2013 et s'est poursuivie jusqu'au printemps 2014, un texte a été rédigé puis soumis aux instances du Secours Catholique-Caritas France. Le conseil d'administration l'a examiné et adopté en juin 2014.

Sortir de l'impasse à Calais

Ils sont entre 1 000 et 2 000, exilés à Calais dans les « jungles » et vivant sans aucune prise en charge de la part des pouvoirs publics. Après les manifestations de 2012 marquant les 10 ans de la fermeture de Sangatte, et dans



LIONEL CHARRIER / MYOP - S.C.

17 500
personnes
vivent en
bidonvilles

le prolongement de son action menée sur le terrain par ses équipes bénévoles auprès des exilés, le Secours Catholique-Caritas France a entrepris de convaincre les pouvoirs publics de lancer une mission de réflexion et de

travail pour que puissent être élaborées des solutions alternatives à ce non-accueil. Au début de l'année 2014, le ministre de l'Intérieur a donné son accord de principe. Des discussions s'en sont suivies, et une mission – construite en lien avec le Secours Catholique-Caritas France, Médecins du Monde et le ministère de l'Intérieur – a été confiée en septembre 2014 à deux anciens hauts fonctionnaires, Jérôme Vignon et Jean Aribaud.

Par ailleurs, le Secours Catholique-Caritas France a nommé un chargé de mission spécial pour Calais, Vincent De Coninck. Nous apportons aussi notre soutien logistique à la délégation du Pas-de-Calais, par exemple par la mise à disposition de tentes.

Personnes vivant en bidonvilles

En 2014, 17 500 personnes vivaient dans des bidonvilles, dont 43 % en Île-de-France. 495 bidonvilles étaient recensés sur le territoire. Le nombre de personnes vivant en bidonvilles est stable depuis 2002, ce qui démontre l'inefficacité des politiques d'évacuation. Pourtant, 13 483 personnes ont été évacuées par les forces de l'ordre en 2014, certaines à plusieurs reprises. Ces personnes sont mises dans des situations encore

plus précaires. Les conséquences sur le développement des enfants, qui composent 40 % des habitants des bidonvilles, sont nombreuses, du fait des violences psychologiques, des conditions de vie précaires et des ruptures de la scolarité.

Ces évacuations ont entravé le travail des bénévoles, qui doivent refaire les papiers détruits par les autorités en même temps qu'ont été détruits les bidonvilles et reprendre les procédures entreprises pour favoriser les sorties de bidonvilles : accompagnement vers l'hébergement, inscription scolaire, apprentissage du français, accompagnement vers l'emploi, sensibilisation des riverains et des élus...

Séminaire Roms en février 2014

Nos équipes interviennent auprès des populations dites « Roms », habitant en squats ou en bidonvilles. Si l'origine n'a pas d'incidence sur les questions d'accès aux droits, le terme « Rom » conserve sa pertinence lorsqu'il s'agit de lutter contre le racisme et les discriminations. Pour réfléchir aux modalités d'accompagnement de ces personnes, nous avons réuni 120 participants du réseau lors d'un séminaire en février 2014. À l'issue de cette rencontre, le Secours Catholique-Caritas France a rédigé un texte de positionnement.

De nombreux bénévoles accompagnent des familles vivant en bidonvilles et ont dû se former sur certaines spécificités, comme la dimension collective des interventions. D'autres ont conduit des actions ponctuelles, ont animé des bibliothèques de rue ou mis en place

des cours d'apprentissage du français. En outre, le Secours Catholique-Caritas France est membre actif du collectif Romeurope, devenu une association en 2014. Romeurope mène un plaidoyer pour l'accès aux droits des personnes vivant en bidonvilles.

L'accueil des chrétiens d'Orient

Le Secours Catholique-Caritas France a participé à la mise en place d'une coordination pour l'accueil des chrétiens d'Orient. Elle rassemble notamment L'Œuvre d'Orient, l'Aide à l'Église en détresse, plusieurs patriarcats, le CCFD-Terre Solidaire, la Conférence des évêques de France. Selon ses principes, le Secours Catholique-Caritas France a d'abord agi pour permettre aux chrétiens de rester en Orient tant que les conditions de sécurité le permettaient. À défaut, il était de la responsabilité des Églises et des organisations caritatives de favoriser l'accueil, mais surtout d'enjoindre à l'État français de prendre ses responsabilités en matière d'accueil et de prise en charge des chrétiens. Une gageure, puisque la France a accueilli seulement 500 réfugiés syriens en 2014, pour un conflit qui en a engendré près de 4 millions.



LIONEL CHARRIER / MYOP - S.C.

Mineurs isolés étrangers

La France compte de 6 000 à 12 000 mineurs isolés étrangers, dont un quart dans les territoires d'outre-mer. Ces mineurs, sans référent adulte, se trouvent en situation de grande vulnérabilité. Selon la Convention internationale des droits de l'enfant et la loi française, un mineur étranger a droit à la même protection qu'un enfant français. Pourtant, ils sont le plus souvent traités comme des immigrants clandestins et non comme des enfants en danger à protéger.

Le Secours Catholique-Caritas France a participé à la préparation de l'avis sur la situation des mineurs isolés étrangers rendu en juin 2014 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Le Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (CEDRE), situé à Paris,

accueille, accompagne et soutient des demandeurs d'asile domiciliés en Île-de-France. Notre action vise quatre objectifs : un accueil digne, l'accès aux droits, l'autonomie et le lien social. Les salariés ainsi que 41 bénévoles ont accueilli 2 566 personnes en 2014. Les accompagnements concernent la procédure d'asile, les droits sociaux, les démarches juridiques. Des activités socioculturelles sont proposées et la participation des personnes accueillies aux projets du CEDRE est encouragée. Le CEDRE est centre de domiciliation postale (réseau Dom'asile). Un millier de personnes y avaient une domiciliation en 2014. Depuis janvier 2014, le CEDRE a fait évoluer son organisation par la création de services spécialisés. L'expertise des acteurs du CEDRE vient désormais en appui au réseau national du Secours Catholique-Caritas France pour l'accueil et le soutien aux migrants (formations, appui technique, centre de ressources...).

JUSTICE ET PRISON

Nos 90 référents et les 2 000 bénévoles des équipes prison se sont rendus disponibles pour être proches des personnes détenues les plus vulnérables. Le Secours Catholique-Caritas France a également œuvré à défendre les droits des plus faibles à une vie digne, y compris en prison.

Lutte contre la surpopulation

Si la surpopulation carcérale n'a pas atteint le pic de 2013, on recensait 12 000 détenus en surnombre en 2014 sur 67 000 personnes incarcérées. Des mesures pour lutter contre la surpopulation s'avèrent nécessaires, plutôt que de continuer à gérer les conséquences de cette atteinte à la dignité des personnes : insalubrité, tensions permanentes dans les cellules, accompagnement défaillant.

Pour le Secours Catholique-Caritas France, la construction de places nouvelles ne constitue pas une réponse pertinente. L'enjeu est de développer les alternatives, notamment pour les personnes condamnées à de très courtes peines, afin de désencombrer les prisons et surtout d'éviter que ces personnes ne s'enfoncent davantage dans la délinquance.



DIEGO RAVIER / MYOP - S.C.

Réforme pénale

La réforme pénale, appelée de ses vœux par le Secours Catholique-Caritas France, a conduit à la promulgation d'une loi le 15 août 2014. Ce texte comprenait notamment la création de la contrainte pénale, applicable au 1^{er} octobre 2014. Destinée à améliorer la lutte contre la récidive et à désengorger les prisons, cette nouvelle peine, proche du sursis avec mise à l'épreuve, est venue s'ajouter à l'emprisonnement et à l'amende.

Fruit de compromis, la loi Taubira portant réforme pénale n'a cependant pas poussé au bout sa logique, l'emprisonnement restant la clé de voûte du système de sanctions. Elle peut néanmoins permettre d'éviter la prison à des personnes qui s'y seraient enfoncées.

Accompagnement en fin de peine et à la sortie

À leur sortie de détention, 98 % des personnes n'ont pas bénéficié d'une préparation. Le choc à la sortie de prison est souvent violent, particulièrement à l'issue d'une longue peine. L'encadrement humain – par des professionnels et des bénévoles – permet un accompagnement dans la durée, indispensable à une réaccoutumance à la « vraie vie ».

En novembre 2014, le Secours Catholique-Caritas

France a signé une convention avec la fédération Citoyens et Justice pour formaliser la complémentarité de leurs équipes dans l'intérêt des personnes accompagnées. Citoyens et Justice rassemble des associations habilitées et financées par le ministère de la Justice pour faire intervenir des travailleurs sociaux sur la réinsertion des anciens détenus. Le travail des équipes bénévoles du Secours Catholique-Caritas France vient en complémentarité avec ces professionnels. La formalisation de cette collaboration porte sur la préparation et l'accompagnement à la sortie.

12 000
détenus
en surmombre

Sensibiliser par le cinéma

Afin de sensibiliser le public et de diffuser une autre image des personnes détenues, dans leur épaisseur humaine plutôt qu'une réduction à leur passage en prison, le Secours Catholique-Caritas France a apporté son soutien à la réalisation de films documentaires. *La Subversion des visages*, de Catherine Rechart, présente les résultats d'un atelier de philosophie en maison d'arrêt et *Moyembrie, une expérience de liberté* relate le quotidien de sortants de prison travaillant au sein d'une ferme d'insertion de l'Aisne. Des DVD seront diffusés gratuitement dans notre réseau pour favoriser ce travail de sensibilisation.

EMPLOI ET ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La sécurité financière, l'activité économique, sont des facteurs de bien-être pour tous. Le Secours Catholique-Caritas France intervient pour qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte et pour soutenir des initiatives favorisant l'insertion par l'activité économique.

Prévention du surendettement et malendettement

Plus d'un million de personnes en France sont en situation de surendettement. Et 220 000 dossiers sont déposés chaque année. Le montant moyen a atteint 40 000 euros. Une étude, réalisée en 2014 par la Banque de France, fait apparaître le manque d'éducation financière comme source de surendettement. Le Secours Catholique-Caritas France regrette que les points conseil budget, prévus dans le plan de lutte contre la pauvreté et destinés à accompagner les ménages pour limiter les risques, n'aient pas vu le jour en 2014.

De plus, nous avons plaidé pour la création d'un fichier positif recensant tous les crédits à la consommation accordés aux particuliers, contrepoint des fichiers négatifs signalant les personnes ayant des impayés, des interdits de chèques, des prêts non honorés. Le législateur s'est prononcé en faveur de ce fichier positif, mais le Conseil constitutionnel l'a censuré au motif que les millions de personnes à fichier représentent un nombre disproportionné comparé à celui des dossiers de surendettement. Le gouvernement a entamé l'analyse des arguments du Conseil constitutionnel en vue de nouvelles propositions.

Inclusion bancaire

La création de l'Observatoire de l'inclusion bancaire a eu lieu en septembre 2014. Il vise à évaluer les pratiques des banques en direction des clientèles fragiles. Le Secours Catholique-Caritas France y fait entendre sa voix au sein du collège des associations qui composent l'Observatoire, avec le collège des banques et celui des pouvoirs publics. Les membres de l'Observatoire ont travaillé à définir des indicateurs quantitatifs (nombre de

guichets, agences en territoires populaires...) ou qualitatifs (commissions de solidarité étudiant les incidents, programmes d'éducation financière...). Chaque année un rapport de l'Observatoire fournira un état des lieux de l'inclusion bancaire. Pour plus de transparence, les associations exigent que soit levé l'anonymat des banques prévu dans ce rapport.

Microcrédit

Les bénévoles du Secours Catholique-Caritas France ont accompagné 500 microcrédits en 2014. Ils concernaient essentiellement des achats de véhicule, des financements de formation, du matériel électroménager... Le gouverneur de la Banque de France a remis le prix 2014 du microcrédit accompagné à Mohamed Rouabhi. Ce Tarnais avait été accompagné par la délégation du Tarn Aveyron, pour l'obtention d'un microcrédit qui lui a permis de payer le dernier module de sa formation en vue d'obtenir son diplôme d'ambulancier.

1 MILLION
de personnes
en situation de
surendettement

L'accompagnement collectif des chercheurs d'emploi

Lors des Journées nationales d'étude de Lourdes, en juin 2014, deux groupes d'accompagnement collectif de chercheurs d'emploi, venus du Puy-de-Dôme et de Loir-et-Cher, ont évoqué leurs expériences. À l'issue de ces échanges, l'accompagnement collectif a été intégré comme cap du chantier emploi jusqu'en 2016. Dix délégations déjà ont engagé des actions d'accompagnement collectif en 2014. Des rencontres en région ont permis aux délégations de cerner les enjeux de cette approche collective qui permet à des chercheurs d'emploi de réfléchir à des solutions, tout en revalorisant leurs expériences. Deux formations d'une quinzaine de bénévoles ont été assurées en 2014 pour les équipes d'accompagnement vers l'emploi. Bâties et animées par des bénévoles, ces formations entre pairs présentent des méthodes individuelles et collectives, ainsi que des témoignages de bénévoles et de chercheurs d'emploi.

Plaidoyer pour l'emploi

Depuis janvier 2014, un groupe interassociatif a présenté des propositions d'amendement au projet de loi de réforme de la formation professionnelle. La loi, publiée le 5 mars 2014, a consacré la demande des associations de créer pour tout travailleur salarié ou en recherche d'emploi



CHRISTOPHE HARGOUES / S.C.



Gael Kerbaol / S.C.

un compte personnel de formation (CPF). Ce compte est attaché à la personne, et non au contrat de travail, et crédité au prorata du nombre d'heures travaillées. Les associations ont demandé un abondement par des tiers du compte formation pour les chômeurs de longue durée qui auront plus de peine à alimenter leur compte.

La mobilité au quotidien

La capacité des personnes à se déplacer est indispensable pour tout accès au travail, à la formation, aux services administratifs et de santé, ainsi que pour toute vie sociale, familiale et amicale. Dans des territoires ruraux, cette problématique est accentuée par la fragilité financière, le coût de l'essence, le manque de transports en commun.

Le Secours Catholique-Caritas France participe à des échanges avec des habitants, des collectivités territoriales, des entreprises, afin de trouver des solutions pour les territoires ruraux. Nous avons soutenu des délégations qui développent des solutions innovantes : à Pornic où s'est créée une association d'autopartage solidaire ; à Angers et Grenoble où deux garages solidaires ont vendu 150 voitures d'occasion et assuré 300 réparations.

Économie sociale et solidaire

Le 31 juillet 2014 a été publiée la loi sur l'économie sociale et solidaire (ESS) qui encourage des initiatives nationales. Le Secours Catholique-Caritas France a poursuivi son engagement auprès de structures de l'ESS : ateliers, entreprises et chantiers d'insertion. Notre association soutient

des structures financièrement ou par des études de faisabilité de projets. Par exemple, la délégation de Bourgogne a étudié un projet sur le traitement des déchets des supermarchés et du secteur du bâtiment, avec des gens du voyage comme opérateurs des collectes.

Le Secours Catholique-Caritas France a renouvelé son soutien au réseau Tissons la solidarité, qui célébrait ses 10 ans en 2014. Nous avons également renforcé le cœur du projet des boutiques solidaires autour de deux piliers : une aide matérielle par une proposition de vêtements à prix solidaires et une rencontre conviviale.

EPIDA, LA RÉINSERTION PÉRENNE

Le 31 décembre 2014, la recherche action Epida (expérimentation de parcours d'insertion à durées adaptées) est arrivée à son terme. Déployée en Rhône-Alpes depuis 2011, Epida a permis de mettre en lumière la nécessité d'adapter l'insertion aux personnes et non pas les personnes aux structures d'insertion. La durée du parcours d'insertion, notamment, doit être ajustable selon le profil des personnes accompagnées.

En outre, les structures d'insertion ont besoin de professionnaliser leurs salariés et de renforcer le lien avec les entreprises, par exemple grâce à des immersions en entreprise des personnes en insertion, qui leur permettra de se mettre en conditions de travail classiques.

SOLIDARITÉS FAMILIALES

Si la famille est le premier lieu de développement des enfants, les relations familiales en nourrissent chacun des membres, en particulier les parents. En accompagnant 320 000 familles en 2014, le Secours Catholique-Caritas France a marqué son attachement à l'épanouissement des enfants et sa confiance dans le rôle des parents.



PATRICK DELAPIERRE / S.C.

Soutien à la scolarité

L'accompagnement à la scolarité englobe les actions visant à offrir, aux côtés de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir leur parcours scolaire. Nos bénévoles sont aux côtés de 7 000 enfants, à domicile auprès des familles ou dans des groupes collectifs.

Le soutien à la scolarité dépasse la simple aide aux devoirs. Il permet d'être au plus proche de l'enfant pour l'encourager, l'inciter à reprendre confiance, mais aussi d'impliquer davantage les parents dans la scolarité de leur enfant.

Synode sur la famille au Vatican

Le Synode sur la famille s'est déroulé en octobre 2014 sur le thème : « Les défis pastoraux de la famille dans le contexte de l'évangélisation ». En amont, Caritas Internationalis a invité à Rome les Caritas pour échanger sur les réalités des familles en situation de grande précarité qu'elles accompagnent. Un texte rédigé à l'issue de ces travaux a été transmis aux pères du Synode. Intitulé *We Care*, le document pointe le rôle indispensable d'accueil de l'Église, pour soutenir les familles rencontrant des difficultés financières ou humaines. Il réaffirme la conviction des membres du réseau Caritas que les familles pauvres ont quelque chose à apporter au sein de l'Église.

Vacances pour tous

Malgré une légère baisse de l'activité, 2 000 enfants ont pu partir à travers la France dans le cadre de l'Accueil familial de vacances. Quelques délégations ont dû cesser l'activité, notamment faute de bénévoles disponibles pour organiser ces projets.

Parallèlement, plus de 4 000 personnes sont parties dans le cadre des Vacances en famille ou d'un séjour collectif. Le soutien de l'Agence nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) par une dotation de 540 000 euros permet de soutenir des projets nouveaux pour les personnes, qu'elles soient en famille ou isolées.

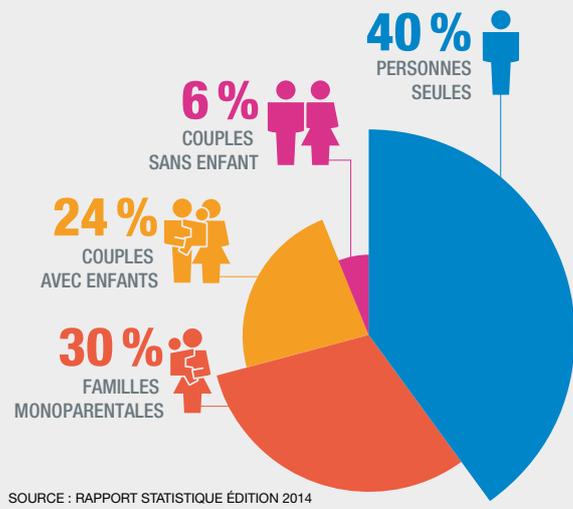
Des camps pour les enfants et les adolescents sont organisés par le Secours Catholique-Caritas France ou en partenariat. 450 enfants et adolescents ont pu partir, en général pour une quinzaine de jours, en camping ou dans des centres de vacances. La délégation du Val-d'Oise a tenu un blog spécifique pour donner des nouvelles sur les projets de vacances des jeunes.

Prestations familiales

Si les familles monoparentales ont représenté 30 % des familles accueillies, l'année 2014 a été marquée par une augmentation du nombre de couples avec enfants dans les accueils du Secours Catholique-Caritas France. Le revenu mensuel moyen par unité de consommation était de 550 euros pour les mères seules avec enfants et de 480 euros pour les couples avec enfants.

Le Secours Catholique-Caritas France constate l'extrême précarité dans laquelle vivent beaucoup de familles, malgré les prestations familiales. La mise sous condition de ressources des allocations familiales n'a rien ajouté à leur budget. Et la redéfinition des paliers du quotient familial dans le cadre de l'impôt sur le revenu

TYPES DE MÉNAGES ACCUEILLIS





XAVIER SCHWEBEL / S.C.

2 000
enfants partis
en accueil
familial de
vacances

ne permet pas d'améliorer la situation des familles les plus pauvres puisqu'elles ne sont pas imposables.

Développement du parrainage de proximité

En 2014, cinq délégations ont débuté le parrainage de proximité. Cette activité s'adresse à toute personne prête à s'investir durablement auprès d'un enfant pour l'aider à grandir en élargissant le cercle de ses relations. Le parrain ou la marraine offrent un entourage bienveillant et stimulant, hors du foyer familial, en accord avec les parents. En 2014, 45 enfants ont été accompagnés par des parrains et marraines de notre réseau.

VACANCES ET REMOBILISATION

Trente jeunes de 16 à 25 ans, issus de Haute-Normandie, ont préparé pendant un an leur projet de vacances. Ils sont partis treize jours en Croatie, en juillet. Ce séjour a permis d'utiliser le cadre des vacances et les activités sportives comme vecteurs de remobilisation et d'insertion. Des visites culturelles étaient également programmées ainsi que des soirées avec des jeunes Croates, en lien avec la Caritas de Croatie. L'accompagnement s'est poursuivi au-delà du séjour pour permettre aux jeunes de retrouver un emploi, de reprendre un cursus scolaire ou une formation professionnalisante, ou pour les aider à définir un projet de vie. Ce projet était soutenu par l'ANCV.

PLAIDOYER ET ACTIONS CITOYENNES

Agir auprès des décideurs politiques, influencer les politiques publiques sont des missions portées par le Secours Catholique-Caritas France. Elles nécessitent d'impliquer toujours plus les personnes concernées pour ajuster les demandes à leurs besoins.

Suivi du plan pluriannuel contre la pauvreté

Le plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, qui vise à répondre à l'urgence sociale et à structurer les politiques de solidarité sur le long terme, avait été adopté le 21 janvier 2013. Le Secours Catholique-Caritas France a participé à la réalisation d'un bilan, notamment sur deux sujets qui lui sont chers : la domi-

iliation et la lutte contre les non-recours aux prestations sociales. Une des préoccupations majeures des associations, regroupées au sein d'un collectif, porte sur l'accès à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. L'accès à la formation des chômeurs de longue durée sera facilité par les mesures qu'a annoncées le gouvernement et la fusion RSA activité et prime pour



GAËL KERBAOL / S.C.

l'emploi encouragera le retour à l'emploi. Le Secours Catholique-Caritas France regrette cependant la lenteur du déploiement du plan sur les territoires.

Élections européennes et municipales

Les élections constituent l'occasion de faire entendre la voix du Secours Catholique-Caritas France en interpellant les candidats. En 2014, nous avons travaillé sur la mobilisation au niveau de l'Union européenne et particulièrement auprès du Parlement européen. L'impact des élections municipales s'avère également très fort pour les politiques territoriales.

Nous avons mobilisé les délégations pour intervenir lors de ces scrutins. Un courrier a été soumis aux délégations, avec des axes de plaidoyer. Des groupes d'acteurs du Secours Catholique-Caritas France se sont constitués pour rencontrer localement les candidats aux municipales.

Bénévoles en CCAS

À la suite des élections municipales, les administrateurs des centres communaux ou intercommunaux d'action sociale (CCAS/CIAS) ont été renouvelés. Plus de 2 000 bénévoles du Secours Catholique-Caritas France ont ainsi été mandatés pour y prendre part. Les délégations se sont engagées dans un axe de formation et d'accompagnement de ces bénévoles afin de leur permettre d'intervenir au mieux dans cette mission de solidarité locale.

MISSION À MAYOTTE



ELODIE PERRIOT / S.C.

Le président du Secours Catholique-Caritas France, accompagné du président d'Apprentis d'Auteuil et du directeur général de Médecins du Monde, s'est rendu à Mayotte, en juin 2014, pour témoigner de la situation d'extrême précarité de la population, en particulier des plus jeunes. Les visites de terrain et les temps d'échanges avec les acteurs institutionnels et associatifs, et avec des jeunes et leur famille, ont permis de mieux comprendre la situation en vue de plaider pour la jeunesse. Le président de la République, qui s'est rendu à Mayotte deux mois après cette visite, a annoncé un plan d'urgence en faveur de la jeunesse. Mais sur le terrain, le plan n'est toujours pas lancé.

URGENCES FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France développe une culture de l'urgence. Il ne s'agit pas de remplacer les associations urgentistes, mais de se positionner sur les actions de post-urgence et de réhabilitation, pour assurer un relais quand les autres acteurs se retirent.

Orages cévenols

De violents orages ont de nouveau touché le grand Sud-Est de la France. À épisode pluvieux égal, les conséquences sont de plus en plus lourdes humainement et économiquement. Plusieurs raisons l'expliquent, notamment la construction de quartiers dans des territoires qui n'auraient jamais dû être constructibles.

Nos équipes ont mené en binômes plusieurs centaines de visites à domicile. Nous avons également réfléchi à la question de la mobilité, de nombreux véhicules étant endommagés durant les catastrophes. Le garage solidaire de Nîmes a réparé certaines voitures, en allant au domicile des familles sinistrées et une association d'Amboise, Les Autos du cœur, a remis des véhicules d'occasion à des familles sinistrées.

Développer une culture de la gestion du risque

Nous avons pris le parti de former des bénévoles à la notion de protection et d'accompagnement des populations. La culture de la gestion du risque implique de s'organiser pour anticiper au maximum les conséquences des catastrophes. Des sentinelles locales peuvent notamment alerter et réagir aux situations.

Le ministère de l'Intérieur cherche à multiplier les soutiens aux élus locaux pour que les populations soient mieux préparées en cas de crise. Nous avons interpellé

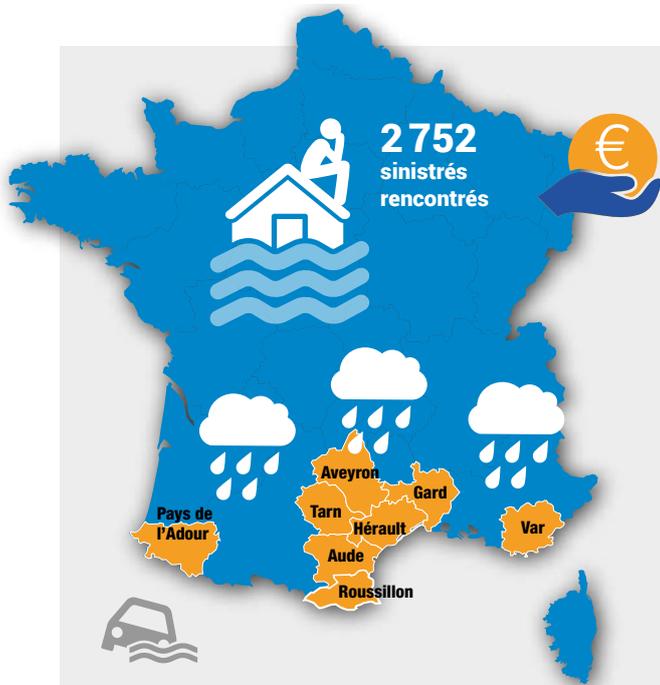
les élus, pour les aider et pour partager les processus d'urgence dans leurs communes. Nous encourageons la coordination des interventions au niveau des CCAS.

Urgence sociale

En 2014, l'arrivée de familles d'Irak a mobilisé des équipes d'urgence. Formées aux mobilisations rapides, ces équipes savent réagir dans des conditions particulièrement stressantes et avec une grande efficacité dans la durée. Il en est de même pour l'accompagnement des sinistrés lors d'évacuations de bidonvilles ou auprès des exilés à Calais. Ces situations nécessitent une présence qui se situe tant dans la prise en charge d'urgence que dans l'accompagnement durable.

Délégations d'outre-mer

L'équipe de la délégation de La Réunion a été invitée par le préfet à défilier le 14 juillet aux côtés des acteurs de la sécurité civile. Cette démarche a souligné l'efficacité des bénévoles de notre réseau et l'importance de renforcer dans notre association une culture de la gestion du risque. En Nouvelle-Calédonie, les membres de la délégation ont pris part aux exercices de sécurité civile organisés sur l'île de Lifou. Là encore, nos bénévoles sont intégrés comme des acteurs de l'intervention aux côtés de l'armée et de la gendarmerie.



LES INTERVENTIONS D'URGENCES EN FRANCE

151 000 €
d'aides accordées à **351**
ménages sinistrés



75
bénévoles extérieurs venus prêter
main-forte aux bénévoles locaux



8 598
heures de bénévolat consacrées à l'urgence
Inondations



1 433
journées de bénévolat consacrées
à l'urgence Inondations



ELODIE PERRIOT / S.C.

ACTION INTERNATIONALE

En 2014, et pour la première fois, la communauté des acteurs de l'humanitaire a dû affronter simultanément quatre crises humanitaires majeures : en Syrie, en République centrafricaine, en Irak et au Soudan du Sud. Ces crises ont atteint le niveau 3, soit le plus élevé selon le référentiel du bureau humanitaire des Nations unies. Le Secours Catholique-Caritas France a pris sa part dans l'intervention auprès des populations victimes, en ne limitant pas son action à la nécessaire réponse d'urgence, mais en soutenant également des projets qui encouragent le dialogue et la cohésion sociale, comme en République centrafricaine.

Au travers de l'appui à 719 opérations menées sur les différents continents par nos partenaires du réseau Caritas ou d'autres mouvements citoyens, de nombreux défis ont pu être relevés au niveau local voire national pour favoriser l'accès à l'eau et à la terre, ainsi qu'aux bénéfices tirés de l'exploitation des sous-sols ou à une dynamique d'alternance politique. Nos réponses ont permis d'améliorer les conditions d'existence de 3,2 millions de personnes. Ces populations sont ainsi mieux à même de participer à la vie collective, les organisations de la société civile qu'elles se sont choisies sont également en meilleure capacité d'influer sur leur environnement et sur les politiques publiques.

Marc Laroche, directeur action et plaidoyer internationaux

URGENCES

L'année 2014 a été marquée par une multiplication de crises majeures, défiant les capacités du système humanitaire mondial. Pour sa part, le Secours Catholique-Caritas France a réalisé 38 interventions d'urgence, dans 24 pays, pour plus de 6 millions d'euros.

Les crises au Moyen-Orient

Le conflit engendré par la crise syrienne s'est complexifié en 2014 avec la proclamation du groupe « État islamique » dans le nord de l'Irak et de la Syrie. Dix millions de personnes sont directement touchées par la crise syrienne : décédées, blessées, réfugiées, déplacées. La communauté internationale peine à faire face à l'ampleur des désastres. Le 1^{er} décembre 2014, le Programme alimentaire mondial (PAM) annonçait la cessation des distributions alimentaires faute de financements.

Le Secours Catholique-Caritas France est resté engagé sur la crise en Syrie, ainsi qu'auprès des réfugiés dans les pays voisins, au Liban, en Jordanie, en Irak. Nous étions également présents auprès des déplacés, notamment des communautés chrétiennes et yézidis, qui fuyaient le groupe Daesh (acronyme en arabe du groupe « État islamique en Irak et au Levant », devenu groupe « État islamique » en juin 2014). L'appel aux dons que nous avons lancé le 15 août dans toutes les églises de France pour venir en aide aux populations en Syrie, en Irak et à Gaza, de nouveau frappée par la guerre, a permis de récolter plus d'un million d'euros.



régulièrement bombardé les populations civiles sous prétexte d'écraser ce mouvement de résistance. En mai 2014, elles ont notamment bombardé l'hôpital au sein duquel

38
interventions
d'urgence

travaille l'un de nos partenaires, puis un hôpital tenu par Médecins sans frontières. Le Secours Catholique-Caritas France soutient cet hôpital par l'apport de matériel de soins médicaux et l'acheminement de nourriture. En raison des combats, les populations ne sont plus en mesure de cultiver les terres, d'où la nécessité d'une

assistance alimentaire pour les patients, les familles et les personnels.

Les conditions logistiques sont d'autant plus difficiles que la guerre civile au Soudan du Sud, qui avait débuté à la fin de 2013, a contraint les équipes à faire acheminer les aides par avion.

De l'urgence à la réduction des risques

À la suite du passage du supertyphon Haiyan, en novembre 2013, le Secours Catholique-Caritas France avait reçu des dons à hauteur de 2 millions d'euros qui ont permis de soutenir Caritas Philippines sur d'importants programmes de reconstruction. Cet argent, en partie utilisé en 2014, a permis d'aller au-delà de la réponse d'urgence immédiate pour amorcer la phase de reconstruction.

Parallèlement, nous avons aidé les populations à se préparer à d'éventuelles catastrophes futures similaires en s'intégrant aux systèmes d'alerte précoce, en reconstruisant des maisons mieux adaptées, en positionnant du matériel et des équipes. En 2014, un deuxième cyclone a eu une incidence moindre du fait, notamment, de cette préparation.

Crises oubliées

La guerre dans les monts Noubas, au Soudan, n'attire pas les médias. Résultat : le grand public n'est pas informé de ce conflit qui se déroule dans le Kordofan du Sud, limitrophe du Soudan du Sud. Les Noubas, en rébellion contre le gouvernement de Khartoum, subissent une répression permanente. Les autorités soudanaises ont

APPUI AUX TROIS CARITAS CONFRONTÉES À EBOLA

Pour affronter la crise Ebola, la réponse médicale s'est accompagnée d'un travail de prévention et de conscientisation des communautés. Il a fallu par exemple amener les populations à adapter certains rites funéraires. Le Secours Catholique-Caritas France est intervenu avec de nouveaux partenaires en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, notamment en mobilisant les réseaux de paroisses, dont les équipes de bénévoles et d'animateurs sont très bien positionnées pour sensibiliser les communautés. Nous avons également financé des programmes d'appui aux familles endeuillées ou des programmes éducatifs à destination des proches de malades en quarantaine, ainsi que des distributions de produits d'hygiène et d'alimentation.

AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN

Le Secours Catholique-Caritas France estime que les processus démocratiques favorisent la lutte contre les inégalités et la pauvreté. Dans nos actions sur le continent africain, nous cherchons à renforcer les capacités des organisations de la société civile et des populations locales pour les aider à cheminer vers une meilleure gouvernance et plus de bien-être.



LIONEL CHARRIER - MYOP / S.C.

Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire

De nombreuses populations sont confrontées aux conséquences de l'accaparement des terres par des notables locaux à des fins personnelles ou par des grandes entreprises. L'agrobusiness met souvent en danger des familles et des petits producteurs ruraux. En outre, comme l'ont montré les émeutes de la faim qui ont éclaté en 2008, les politiques internationales qui ont favorisé les importations plutôt que le développement des capacités des producteurs locaux sont en échec. Elles n'ont pas permis de garantir la sécurité alimentaire des communautés de base, notamment en milieu rural. Ces communautés ne parviennent pas à assurer leur autonomie dans la durée ni à faire face aux chocs et aux aléas climatiques.

Le 9 septembre 2014 à Paris, le Secours Catholique-Caritas France a organisé une conférence, « Démocratisons la sécurité alimentaire », qui a permis de soulever les problèmes relatifs à la sécurité alimentaire en Afrique : accaparement des terres, réponse internationale aux crises alimentaires, accès à l'eau, etc.

144
projets
soutenus pour
6,3 millions
d'euros

Cette démarche s'inscrit dans les efforts d'accroissement des capacités des producteurs et des populations rurales, souvent analphabètes et délaissées par l'État. Ainsi, au Tchad, où la pression démographique a entraîné une dégradation de l'environnement (déboisement, surexploitation des terres, conflit entre éleveurs et agriculteurs), le Secadev-Caritas de N'Djamena a développé, avec notre soutien, des programmes de sécurité alimentaire et de cohésion pour les populations vulnérables et réfugiées du Darfour.

Intervenir dans des zones de non-droit

La déliquescence de certains États, les conflits, la prédation, la multiplication des chefs de guerre exercent une pression insupportable sur les populations civiles et entravent durablement leur survie, leur bien-être et leur développement. L'intervention dans les zones de non-droit implique d'agir à différents niveaux : une aide directe aux personnes déplacées, tout d'abord, pour as-

surer leur sécurité alimentaire et leur permettre la reprise d'une vie dans des conditions décentes ; ensuite, l'appui aux associations travaillant sur la cohésion sociale afin de favoriser une culture de paix ; enfin, une gestion des traumatismes vécus par les populations.

La situation en République centrafricaine illustre cette approche. Les affrontements entre Seleka et anti-balaka ont entraîné une surenchère de violence. Des villages entiers ont été pillés et brûlés. L'instabilité politique a maintenu les populations dans une extrême pauvreté. Le Secours Catholique-Caritas France a apporté son soutien à la Caritas Centrafrique et à des partenaires locaux, en particulier à Bangui, Bossangoa et Bambari. Notre association travaille notamment sur la formation de jeunes leaders engagés dans un dialogue entre les communautés ethniques et religieuses. Et, comme nous l'avons fait après le génocide du Rwanda, nous nous sommes associés à un centre de formation canadien, l'IFHIM (Institut de formation humaine intégrale de Montréal), qui travaille sur la reconstruction psychique et la gestion des traumatismes. Les premières religieuses sont parties pour Montréal afin de se former pendant deux ans et d'accompagner à leur retour des personnes ayant subi des traumatismes.

Tournons la page

En octobre 2014, le président burkinabè Blaise Compaoré a été renversé après vingt-sept ans de pouvoir, pour avoir essayé de modifier la Constitution du



ELODIE PERRIOT / S.C.

Burkina Faso. Quatre autres pays – Burundi, Congo-Brazzaville, République démocratique du Congo et Rwanda – manifestent des intentions similaires.

Lancée le 15 octobre 2014, la campagne « Tournons la page » regroupe des organisations africaines et européennes qui s'opposent à la modification des constitutions à des fins personnelles. La campagne promeut l'alternance démocratique, la bonne gouvernance et la souveraineté du peuple. Elle s'adresse aux acteurs citoyens – intellectuels, dignitaires religieux, artistes – et s'appuie sur les mouvements citoyens qui ont émergé en Afrique : Y'en a marre, au Sénégal, Balai citoyen, au Burkina Faso... Ces mouvements démontrent la montée en puissance d'une jeunesse qui revendique davantage ses droits et d'une population qui veut des États gouvernés d'une manière démocratique.

www.tournonslapage.com

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

En Amérique latine, le Secours Catholique-Caritas France encourage et soutient les initiatives des populations locales. Ces initiatives visent à proposer des alternatives permettant de dépasser les situations de pauvreté, d'oppression sociale et d'injustice, notamment pour l'accès aux ressources et à la terre.

Bilan Haïti

Depuis le séisme qui a ébranlé Haïti en 2010, 45 projets ont été soutenus par le Secours Catholique-Caritas France, dont 10 étaient en cours en 2014. Pour l'éducation, 5 projets de reconstruction d'établissements scolaires ont permis d'accueillir 2 000 élèves et nous avons contribué à l'équipement de 18 écoles. Par ailleurs, nos partenaires ont participé à des opérations de réhabilitation d'habitat et de reconstruction, et à la transmission de techniques anticycloniques et parasismiques. Nous avons soutenu la reconstruction de deux centres de santé. Nous avons aussi soutenu la commission Justice et Paix dans l'organisation de formations de bénévoles au sein des paroisses afin qu'ils puissent être observateurs électoraux et observateurs pour les droits humains. Par ailleurs, la gravité du séisme qui a frappé Haïti et la complexité des conséquences ont constitué un moment de mobilisa-



ELODIE PERRIOT / S.C.

tion de notre capacité organisationnelle. Quatre ans plus tard, le Secours Catholique-Caritas France a réalisé une démarche de capitalisation des programmes en Haïti, dont le budget s'élevait à près de 15 millions d'euros, auprès de 26 partenaires nationaux et internationaux.

Promotion d'un État de droit

Le Guatemala ne s'est pas remis de la guerre civile qui s'est achevée en 1996. Les réseaux de narcotraffic contrôlent une partie du pays et les plus pauvres ne parviennent pas à faire valoir leur droit à bénéficier des richesses de leur sol. Le Secours Catholique-Caritas France s'est investi par le biais de deux Caritas diocésaines. Notre association a soutenu des municipalités pour l'amélioration de la démocratie locale, notamment par des actions de transparence et de fonctionnement des conseils municipaux. Nous avons conforté un partenariat avec la fondation Myrna Mack, engagée contre l'impunité et pour la participation citoyenne. La fondation intervient dans quatre diocèses afin que les populations bénéficient d'une justice équitable, par la formation des opérateurs ou la défense de cas emblématiques, concernant notamment les droits des peuples sur la terre et les ressources.

Les modèles de développement alternatif

En Amazonie, territoire qui couvre 9 pays, des mégaprojets d'infrastructures, au service d'une économie industrielle, négligent l'impact environnemental, la biodiversité et les intérêts des populations locales. Celles-ci sont déjà mobilisées pour défendre leurs territoires et le « bien vivre ». Cette proposition est vécue par les peuples d'Amazonie dans le cadre de leur éthique en communion avec la nature. En Bolivie, le modèle du bien vivre est un vrai projet politique, inscrit dans la Constitution. Notre participation au Forum social panamazonien, en mai, à Macapá au Brésil, s'inscrit dans la dynamique des

participations aux forums sociaux depuis 2002. Nous y étions présents aux côtés d'organisations partenaires latino-américaines de la région panamazonienne.

PARTENARIAT BOLIVIE ET RHÔNE-ALPES



En 2011 avait été menée en région Rhône-Alpes une réflexion sur l'engagement à l'international. Notre démarche avait fait émerger des sujets qui concernaient particulièrement les partenaires d'Amérique latine. Les délégations avaient fait venir en 2012 un témoin du Pérou pour parler des conflits environnementaux. Depuis, des délégations ont poursuivi le dialogue avec les partenaires boliviens, qui sont intervenus durant la campagne d'action internationale 2014. Une animatrice de la délégation du Rhône et la vice-présidente de la délégation du Berry se sont rendues en Bolivie pour rencontrer les partenaires et participer au Forum social panamazonien.

ASIE

Les organisations partenaires en Asie ont développé des réponses afin d'assurer l'accès aux droits pour les populations indigènes, discriminées ou marginalisées. Ces réponses passent par l'accroissement des compétences de ces populations afin de garantir leur sécurité alimentaire, leur développement durable et leur souveraineté.



Défendre l'accès à la terre

De nombreux pays se sont lancés dans une course au développement qui passe par la promotion de l'agricul-

ture intensive, la construction de barrages, la création de zones industrielles... Ces programmes entraînent le déplacement de milliers de personnes. Les conséquences sont nombreuses : diminution des revenus, pauvreté des terrains redistribués, perte des techniques de culture et de la biodiversité.

Au Vietnam, nous avons entamé en 2014 un partenariat avec Speri, une association travaillant auprès des populations indigènes, à la demande de l'État, pour favoriser la reforestation et la réinstallation de populations. Speri accompagne des minorités dans plusieurs pays de la région du Mékong pour la valorisation de leur modèle traditionnel de gestion de la forêt et des terres. Ces communautés peuvent ensuite assurer la promotion de leur savoir auprès des autorités locales, afin de se voir réallouer la gestion d'un territoire. Au Vietnam le gouver-



GAËL KERBAOL / S.C.

42

projets menés
dans 9 pays
pour
2,3 millions
d'euros

nement est en effet propriétaire des terres, mais il délivre des baux de cinquante ans aux particuliers et aux entreprises. Ce programme contribue à la reconquête de la souveraineté économique et à l'amélioration des moyens d'existence de 10 000 bénéficiaires directs.

Garantir la sécurité alimentaire

Dans les Chittagong Hill Tracts, au Bangladesh, les minorités ethniques des collines pratiquent l'agriculture sur brûlis. L'arrivée de migrants bengalis a entraîné une pression sur les terres, une exploitation plus intensive, une diminution des temps de jachère, un appauvrissement des terres favorisant l'érosion et la déforestation. La région est recouverte de collines et les plaines cultivables sont insuffisantes pour couvrir les besoins alimentaires. De plus, l'expropriation foncière est facilitée par la difficulté d'obtention de titres de propriétés individuels, d'autant que ces territoires intéressent les compagnies étrangères pour la culture de tabac.

Le Secours Catholique-Caritas France soutient un programme de sécurité alimentaire favorisant l'adoption de pratiques agricoles durables et le développement d'actions collectives. Ce programme s'adresse aux fermiers pauvres issus de 70 villages de la région des

Chittagong Hill Tracts. Au total, sont concernées 11 000 personnes issues de minorités ethniques et communautés bengalies pauvres, notamment des foyers dont le chef de famille est une femme.

Accompagnement des demandeurs d'asile en Indonésie

D'après les Nations unies, 8 872 demandeurs d'asile et 2 260 réfugiés, en route pour l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, ont échoué en Indonésie. La plupart sont des hommes, en provenance d'Afghanistan, du Pakistan, du Sri Lanka, d'Iran, de Birmanie ou de Chine. Une partie de ces migrants se trouve à Jakarta et à Java-Ouest, dont 3 000 près de Bogor.



PATRICK DELAPIERRE / S.C.

Nous soutenons la branche indonésienne de JRS (Jesuit Refugee Service), qui accompagne ces demandeurs d'asile durant la procédure – d'une durée d'environ un an – jusqu'à l'obtention ou non du statut de réfugié. L'Indonésie n'ayant pas signé les conventions internationales relatives au statut des réfugiés, les demandeurs d'asile n'y ont aucun droit (travail, éducation, santé...). L'objectif est donc de répondre à leurs besoins de base (logement, alimentation et soins médicaux), de les informer sur le statut de réfugié, de former des juristes à la défense des migrants, de développer le plaidoyer auprès du gouvernement et des partenaires et de former le personnel de JRS Bogor pour optimiser l'aide.

Renforcement des capacités des Caritas nationales

Caritas Asie a été créée en 1999 par Caritas Internationalis pour coordonner, au sein du continent asiatique, 23 organisations nationales membres du réseau Caritas. L'organisation siège à Bangkok en Thaïlande. Nous soutenons Caritas Asie qui travaille au renforcement des capacités des Caritas asiatiques. Un programme, débuté en 2012, s'emploie à homogénéiser le réseau en matière de compétences professionnelles et organisationnelles. Ce programme permet de proposer aux organisations membres des activités de renforcement des compétences dans différents domaines : finances, management et leadership, gestion des risques, communication.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

L'accès aux droits, à la justice, à l'accompagnement, et le renforcement de la société civile se sont avérés indispensables, y compris sur le continent européen.



GAËL KERBAOL / S.C.

Justice juvénile en Russie

La Russie a été durement frappée par les sanctions internationales mises en place depuis l'annexion de la Crimée en mars 2014. Ces sanctions ont eu une portée tout autant économique – dévaluation du rouble – que sociale – nouvelle loi restreignant le travail des ONG. De plus, l'année 2014 a vu la Fédération de Russie garder sa place de pays d'Europe ayant le taux de prisonniers le plus élevé par rapport à sa population. Une réforme de la justice des mineurs, bien que très critiquée, est en cours.

La Russie dispose en effet de très peu de mécanismes d'assistance aux jeunes, qui pourraient contribuer à une baisse du taux élevé de délinquance juvénile.

Le Secours Catholique-Caritas France a soutenu la fondation Uventa, engagée depuis 2001 à Irkoutsk, en Sibérie, pour améliorer la condition des mineurs en détention. Son projet vise à favoriser la réinsertion des mineurs, en coopération avec les structures d'État chargées du suivi des mineurs et avec l'implication active des familles. Le programme comprend des actions de

formation des personnels et la création de services de conciliation qui ont pour objectif d'apprendre aux mineurs à recourir à la médiation en vue de résoudre des situations conflictuelles. L'action s'adresse à 175 mineurs incarcérés ainsi qu'à leurs parents.

En 2014 s'est déroulé à Irkoutsk un colloque, qui a réuni des magistrats français et russes, des intervenants d'ONG, dont des membres du Secours Catholique-Caritas France, et des représentants de l'ambassade de France.

Accompagnement des migrants syriens et irakiens en Turquie

De janvier à août 2014, plus de 7 000 personnes ont été tuées en Irak lors des attaques terroristes, 1,2 million ont été déplacées, victimes des violences entre Daesh, les tribus locales sunnites, les groupes armés chiites et les forces de sécurité irakiennes (ISF). Depuis juin 2014, les familles chrétiennes de Mossoul ont fui la ville vers d'autres villages, dans la région du Kurdistan ou dans d'autres pays. Pareillement, de nombreux réfugiés du conflit syrien se sont dirigés vers la Turquie, considérée comme une terre d'accueil dans la région.

Pour accompagner ces migrants, réfugiés ou en demande d'asile, Caritas Turquie a mis en place plusieurs programmes, notamment dans son centre d'accueil et d'accompagnement des migrants situé à Elmadag, une ville habitée par des réfugiés et des migrants. Le centre accompagne plus de 1 200 familles réfugiées irakiennes. Elles sont guidées dans leurs démarches administratives et juridiques, notamment avec l'aide d'avocats.

Ces familles bénéficient aussi d'une aide médicale et alimentaire. Des activités auprès des femmes migrantes en difficulté sont menées afin de les accompagner dans leur intégration et ainsi d'améliorer leurs conditions de vie.

Roms en Roumanie

Le Secours Catholique-Caritas France a soutenu différents projets pour aider à l'intégration de la minorité rom en



JEAN-LUC MEGE / S.C.

Roumanie. Un projet porté par plusieurs acteurs associatifs, dont la délégation de Lille, et intitulé « Agir en Roumanie pour améliorer les conditions d'existence, agir en France pour permettre l'accès au droit commun », visait à développer la dimension transnationale de l'accompagnement social, à capitaliser les expertises des travailleurs sociaux et à informer les professionnels en Roumanie. Un autre projet, porté par l'association Amare Rromenza, a permis de valoriser la culture rom dans l'éducation au sein d'une école pilote en Roumanie avec la création et la diffusion de matériel pédagogique vers les équipes enseignantes.

Crise économique en Grèce

Nous soutenons la Caritas Hellas pour aider les familles particulièrement frappées par les conséquences de la crise en Grèce. Ce projet permet également à Caritas Hellas de développer et de renforcer ses capacités institutionnelles et organisationnelles de réponse aux urgences, ainsi que sa visibilité. Ce projet a pour objectif de fournir une aide sociale et une aide alimentaire ainsi que des produits non alimentaires, l'ensemble couvrant les besoins essentiels de 500 familles considérées comme particulièrement vulnérables. Caritas Hellas a entrepris l'analyse des besoins des bénéficiaires, dans le but d'aboutir à une réponse plus ciblée.

MOYEN-ORIENT ET NORD DE L'AFRIQUE

Promotion des femmes, formation des jeunes, soutien aux personnes vulnérables... Dans des environnements souvent tendus, le Secours Catholique-Caritas France vient en aide aux populations vulnérables au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Nous soutenons aussi le développement organisationnel des Caritas en Algérie, en Égypte, en Mauritanie et en Syrie.

Valorisation des compétences des femmes

Le Secours Catholique-Caritas France favorise le renforcement des capacités des femmes pour leur permettre de contribuer au développement de leurs communautés : ateliers de couture permettant aux femmes de cheminer vers leur autonomie financière (Caritas Algérie), soutien à des femmes en situation d'exclusion, appui à l'émergence de leaders femmes et à la dynamique de groupe.

En Israël, Mahapach-Taghir travaille auprès de 60 femmes actives dans 8 communautés marginalisées, juives et arabes. Elles interpellent leurs communes sur des sujets comme les aménagements publics, les transports en commun ou les services administratifs.

En Palestine, l'association TAM (acronyme arabe pour « Femmes, médias et développement ») mène un projet de réinsertion de femmes palestiniennes sorties des



ELODIE PERRIOT / S.C.

prisons israéliennes, à partir d'un cursus de formation aux médias. Une trentaine de participantes de Bethléem et d'Hébron l'ont suivi. Au-delà de l'acquisition de nouvelles compétences, ce projet permet de faire un travail d'accompagnement psychosocial et de restaurer l'image de ces femmes au sein de la société.

En Égypte, des programmes d'éducation de base amènent des femmes à définir les besoins de leur communauté – à travers des sessions consacrées aux questions de santé, d'instruction civique, d'alphabétisation... – et à agir pour y répondre.

À Nouakchott, en Mauritanie, des coopératives de femmes sont soutenues et 900 femmes et jeunes filles ont accès à des activités d'alphabétisation et de soutien scolaire.

Action en milieu rural

Les zones rurales ont un accès difficile aux services publics et les associations sont souvent oubliées par les autorités. Caritas Maroc accompagne une trentaine d'associations pour la mise en place en milieu rural de systèmes de prise en charge du handicap, de coopératives de femmes, de services de santé et d'éducation...

Une équipe de la Caritas Mauritanie, basée dans une zone rurale, à Boghé, sur le fleuve Sénégal, a débuté en juillet un projet d'appui à la sécurité alimentaire. Il contribue à la croissance agricole et à la souveraineté alimentaire de 24 000 personnes réparties sur 30 villages, grâce à l'augmentation de la production, à la commercialisation, au stockage dans des banques de céréales et au renforcement des capacités des agriculteurs.

Soutenir les publics vulnérables

Caritas Liban souhaitait renforcer les capacités de ses personnels du secteur de la protection de l'enfance : 20 assistantes sociales et chefs de centres ont pu suivre une formation à la gestion de projet. Elle a donné lieu à la mise en œuvre de 6 microprojets, tels que des journées de sensibilisation sur la maltraitance ou de prévention sur la toxicomanie.

Sur le registre du handicap, nous appuyons financièrement des projets de l'Arche dans la région Mona (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Implantées notam-



XAVIER SCHWEBEL / S.C.



ment à Bethléem et à Sfax, ces communautés assurent la prise en charge et l'inclusion sociale des personnes handicapées. Les intervenants musulmans sont invités à une réflexion sur leur action au regard de leur foi. En Irak, Caritas apporte à des femmes très vulnérables et à leurs enfants une aide alimentaire, un suivi sanitaire et un appui conseil.

Enfin, les migrants sont un public particulièrement vulnérable, disposant d'un statut fragile et vivant souvent dans des conditions très précaires. Ils sont confrontés au durcissement du contrôle frontalier (Afrique du Nord) et des conditions d'accès à un statut régulier (Israël). Nos partenaires (Caritas en Algérie, au Maroc, paroisse de Nouadhibou en Mauritanie, les associations Physicians for Human Rights et Hotline for Refugees and Migrants en Israël) travaillent en réseau avec les autres acteurs associatifs (notamment une association de migrants, au Maroc) et dialoguent avec les autorités publiques de manière à assurer l'accueil et l'accompagnement des migrants ainsi que leur accès aux services publics de base.

La formation et le soutien à l'engagement des jeunes

Au Moyen-Orient, des jeunes – souvent chrétiens – se rapprochent des Caritas afin de s'engager comme bénévoles. Pour les accompagner, a été mise en place une formation commune aux Caritas Égypte, Irak, Jordanie, Liban, Syrie et Jérusalem. Chaque année, six jeunes issus des Caritas participent à un séminaire de quinze jours sur le leadership, la gestion de projet et une mise en pratique.

En août 2014, ces jeunes ont participé à l'université d'été des jeunes du Secours Catholique-Caritas France, à Saint-Malo, et ont été reçus à Calais et à Rosny. Ces échanges viennent éclairer la réflexion sur les modalités de formation en France.

ANIMATION INTERNATIONALE

Afin de concrétiser par la rencontre les liens de fraternité entre acteurs de solidarité, une vingtaine de partenariats se vivent entre des délégations en France et des partenaires internationaux. Chaque année est ponctuée d'échanges et de moments forts vécus ensemble.

Nous avons aussi tenu à rendre plus visible notre appartenance au réseau Caritas dans le cadre de la campagne sur le droit à l'alimentation.

Un partenaire de Mauritanie est ainsi venu en Bretagne pour témoigner des actions de terrain. Des femmes albanaises et des femmes accompagnées dans la délégation du Quercy, qui ont vécu un partenariat, sont venues témoigner à la cité Saint-Pierre de Lourdes de l'impact des échanges sur leur vie et sur leur motivation à s'organiser pour transformer leurs réalités quotidiennes.

L'animation internationale vise à promouvoir l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Elle a pour finalité de favoriser la contribution individuelle et collective à la construction d'un monde juste, solidaire et durable. Son objectif est de permettre à chacun de comprendre les mécanismes d'interdépendance et d'exclusion dans le monde, de prendre conscience de l'importance d'une démarche citoyenne qui a pour but de favoriser une solidarité entre les territoires, les générations, les groupes sociaux et d'agir pour la construction d'un monde solidaire.





PLAIDOYER INTERNATIONAL

L'action de plaider a visé un travail au cœur des institutions, avec une planification adaptée et une approche technique. Cela afin d'accroître notre impact sur les orientations politiques internationales, tout en ciblant les causes de pauvreté, en lien avec nos partenaires du Sud.

Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire

En décembre 2013, Caritas Internationalis a lancé la campagne « Une seule famille humaine, de la nourriture pour tous ». Tout au long de 2014, nous l'avons relayée lors de notre campagne d'action internationale, dans le cadre d'échanges au sein des délégations, de visites de partenaires internationaux...

Parallèlement le Secours Catholique-Caritas France a contribué à la rédaction du rapport de Caritas Europa sur le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre la faim. Le document a été présenté au Parlement européen en avril 2014.

Nous avons aussi participé, en octobre, au Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations unies. À cette occasion, nous avons mené un plaidoyer sur les

principes d'investissement responsable dans l'agriculture, qui visent à s'assurer que les investissements vont là où ils sont nécessaires. Malheureusement, et malgré nos efforts, ces principes laissent encore le champ libre à des pratiques agricoles qui nuisent à la sécurité alimentaire.

Enjeux climatiques

Le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé sur les enjeux de lutte contre les changements climatiques. Ces changements, qui affectent principalement les plus pauvres, sont une cause d'insécurité alimentaire et de catastrophes naturelles. Ils engendrent aussi la baisse des financements du développement affectés à des projets sur la thématique du climat plutôt qu'aux autres

entrées (santé, éducation...). Le changement climatique cause des déplacements forcés de populations et des migrations, car des régions deviennent inhabitables, incultivables, arides...

Durant l'année 2014, nous avons suivi les négociations climat au sein des Nations unies. Nous avons développé un plaidoyer pour la considération de la sécurité alimentaire dans les accords climat en cours de négociation en vue de l'accord international qui doit être conclu à Paris en décembre 2015 (COP 21). Nous avons promu des solutions basées sur les expériences de nos partenaires, comme l'agroécologie.

Le bilan des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), qui arrivent à échéance en septembre 2015, a débuté et les OMD vont laisser la place aux Objectifs de développement durable (ODD).

Lutte contre la spéculation financière

Les structures actuelles des banques font que l'argent public est utilisé comme une garantie implicite des activités bancaires spéculatives. En cas de crise financière les risques pris par des acteurs privés sont transférés à l'État pour éviter l'effondrement des économies.

Le Secours Catholique-Caritas France s'est engagé dans le suivi du projet de réglementation européenne sur la structure des banques, destiné à encadrer les activités bancaires et à limiter le risque latent de crise financière. En mai 2014, nous avons organisé à Paris une conférence d'interpellation des principaux candidats aux élections européennes sur la façon dont l'Union européenne pourrait remettre la finance au service des citoyens.

Transparence des banques et des industries extractives

La transparence est un outil de lutte contre l'évasion fiscale et de mobilisation des ressources fiscales et domestiques qui doivent être allouées au bien commun et au développement.

Conformément à la loi bancaire votée en 2013, les banques ont publié pour la première fois en 2014 les chiffres de leurs activités, bénéfices et lieux de présence. Le Secours Catholique-Caritas France et le CCFD-Terre

Solidaire ont analysé ces données pour la plateforme « Stop paradis fiscaux », et démontré que les banques françaises réalisent un quart de leurs activités à l'étranger dans des paradis fiscaux.

Pour les industries extractives, la transposition en droit français de la directive européenne sur la transparence des industries extractives a eu lieu en 2014. Le texte aurait pu aller plus loin, mais il oblige déjà les compagnies extractives à publier les sommes qu'elles versent dans les pays de production.

Participation à la réflexion sur la stratégie Europe 2020

Caritas Europa a publié en 2014 un rapport sur la mise en œuvre par l'Union européenne de la stratégie Europe 2020 en faveur de la croissance et de l'emploi. Caritas Europa rappelle aux États membres de l'UE leurs obligations et engagements pour réduire la pauvreté, notamment sur les questions de l'emploi. Le Secours Catholique-Caritas France a contribué à l'élaboration de ce rapport en analysant la situation nationale, les réformes en cours et leurs effets sur la réduction de la pauvreté. Le document final de Caritas Europa fournit un état des lieux au niveau européen des constats et des recommandations des différentes Caritas.

LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Conformément à ses obligations internationales, la France a présenté en mai 2014 son Plan d'action national contre la traite des êtres humains. Le document dessine une politique publique pour la reconnaissance et l'identification des victimes, la formation des acteurs, la prévention et l'harmonisation de la prise en charge, ainsi que la lutte contre les réseaux.

Le Secours Catholique-Caritas France, qui coordonne le collectif Ensemble contre la traite des êtres humains, rassemblant 23 associations, a été un acteur essentiel de l'aboutissement de ce plan.

D'autre part, nous avons lancé le réseau des Caritas euro-méditerranéennes afin de réduire le risque de traite des êtres humains dans la région. L'objectif est d'échanger sur les expériences et les pratiques, et de développer l'expertise du réseau. Ce projet rassemble une douzaine de partenaires Caritas. Certains sont impliqués depuis une dizaine d'années dans la prévention et la réinsertion des victimes de traite ainsi que dans le développement de plaidoyers, de campagnes, d'ateliers et de publications sur la traite des êtres humains dans leur pays. D'autres souhaitent s'enrichir des pratiques des premiers pour mieux connaître le phénomène de la traite des êtres humains et le combattre.

www.contrelatraite.org



LIONEL CHARRIER - MYOP / S.C.



ANIMATION SPIRITUELLE

Penser la vie de l'Église à partir de la parole et de l'expérience des pauvres est désormais intégré à l'ensemble des activités de l'animation spirituelle au Secours Catholique-Caritas France.

La parole et l'expérience des pauvres

De nombreux efforts ont été réalisés, à tous les niveaux de notre organisation, pour permettre aux personnes qui vivent ou ont vécu des situations de précarité de pouvoir s'exprimer sur l'Évangile. Des temps de partage de la Parole ont été proposés par de nombreuses équipes et délégations. Cette pratique s'est développée dans l'ensemble du réseau et a permis de nourrir chaque mois la page spiritualité de la revue *Messages*.

Dans la même logique la Rencontre théologique de Nevers, les 6 et 7 décembre 2014, a rassemblé 185 participants dont plus d'un tiers de personnes qui ont l'expérience de la pauvreté. Le principe de cette rencontre était d'initier une réflexion commune, avec des théologiens, sur la question de la vérité et de la place des pauvres dans l'Église.

Dans l'esprit de Diaconia

L'événement Diaconia, qui s'est déroulé en 2013, a porté des fruits tout au long de l'année. Dans de nombreux diocèses, il a permis d'amorcer un élan de rapprochement entre nos équipes de bénévoles et les paroisses. Les équipes ont notamment renforcé les liens avec leur curé pour ancrer localement les actions dans la vie paroissiale.

Les rapports avec les évêques se sont également multipliés. L'aumônier général a rencontré une quinzaine d'évêques pour conforter la place du Secours Catholique-Caritas France au service de la diaconie du diocèse. Il a été convenu de travailler étroitement avec les délégués diocésains à la solidarité ou à la diaconie pour que l'aide aux personnes en difficulté soit moins cloisonnée. Les instances nationales du Secours

Catholique-Caritas France ont également participé à des rencontres avec la Conférence des évêques de France. En septembre 2014, nous avons organisé une rencontre rassemblant des membres du Secours Catholique-Caritas France issus des diocèses dans lesquels une diaconie diocésaine a été créée à la suite de Diaconia 2013. La rencontre a permis de partager les fruits de cette expérience.

Les Journées nationales d'étude de Lourdes

Tous les participants aux Journées nationales d'étude de Lourdes (JNEL), organisées en juin 2014, étaient présents, sans étiquette, en tant qu'acteurs du Secours Catholique-Caritas France. La démarche a permis d'établir une fraternité et une plus grande écoute réciproque. Ce mélange favorise une conversion spirituelle au sein du Secours Catholique-Caritas France. La parole des personnes en situation de précarité a vraiment pu émerger comme un élément constitutif de la dimension spirituelle à vivre au Secours Catholique-Caritas France.

Les JNEL se sont achevées au cours d'une eucharistie joyeuse, dans la cathédrale de verdure à la cité Saint-Pierre. Cette célébration a constitué l'occasion d'un au revoir à François Soulage, président du Secours Catholique-Caritas France durant six ans.

Spiritualité dans l'action

La spiritualité peut être intégrée comme une composante dans l'intervention d'urgence. Ainsi en a-t-il été dans le Var, lors des inondations de janvier 2014, puis lors des épisodes cévenoles qui ont touché plusieurs villages, et semé dans certaines familles la désolation, la précarité et parfois la dépression. Tandis que les équipes d'urgentistes et les équipes de bénévoles se mobilisaient, l'aumônier régional, le père Jean-Marc Lainé, assurait une présence réconfortante auprès de sinistrés. Les autres bénévoles lui signalaient les personnes qui avaient particulièrement besoin d'un accompagnement spirituel. Le père Jean-Marc Lainé a aussi soutenu l'action des bénévoles lors de temps de relecture après l'action.



SEBASTIEN LE CLEZIO / S.C.

Cité Saint-Pierre

La cité Saint-Pierre, à Lourdes, a accueilli durant l'année plus de 55 000 visiteurs. Parmi eux, 16 683 ont été hébergés, et 37 voyages de l'Espérance s'y sont déroulés. La cité Saint-Pierre accueille ceux, parmi les plus pauvres, qui ont besoin d'un temps de ressourcement. Durant les JNEL, en juin 2014, le conseil d'administration du Secours Catholique-Caritas France a validé le projet d'établissement, intitulé : « Vivre et annoncer à tous la joie de l'Évangile partagé avec les plus pauvres ». De plus, en lien avec le projet d'établissement de la cité Saint-Pierre, le pavillon Saint-Jacques a été rénové pour favoriser l'accueil des familles.

UN NOUVEAU DÉPART POUR LA MAISON D'ABRAHAM



ELODIE PERRIOT / S.C.

Le premier bail de cinquante ans, arrivé à expiration, a été renouvelé en juillet 2014 pour trente-cinq ans par l'Église syriaque catholique, propriétaire des lieux. Cette confiance renouvelée a permis de lancer des travaux d'amélioration de la maison et en particulier de changer tous les bungalows. En outre, la mission de la Maison d'Abraham a été confirmée selon trois axes : maison d'accueil des pèlerins pauvres de toutes les religions ; lieu de rencontres interreligieuses pour la justice et pour la paix ; lieu de ressourcement et de formation.

Les aumôniers régionaux du Secours Catholique-Caritas France y ont fait leur session en juin 2014, dans la perspective de développer les sessions sur place, et en particulier les voyages de l'Espérance. Le conseil d'administration du Secours Catholique-Caritas France s'y est retrouvé en séminaire en décembre, à l'occasion du jubilé de la Maison d'Abraham. À cette occasion, le pape François a accordé sa bénédiction apostolique à la Maison d'Abraham et a souhaité que ce lieu « poursuive sa mission de solidarité, de fraternité et de paix dans cette région si troublée ».



XAVIER SCHWEEBEL / S.C.

COMMUNICATION

Les acteurs de la communication du Secours Catholique-Caritas France se sont attachés à mettre en avant le sens de l'action et la parole des personnes ayant vécu des situations de précarité, au travers des différents supports : la revue *Messages*, le site web, des campagnes de visibilité...

Une nouvelle approche du bénévolat

L'édition de juillet-août de la revue *Messages* du Secours Catholique-Caritas France était dédiée au bénévolat. Diffusée à 520 000 exemplaires, elle est un outil précieux à proposer sur les stands pour la recherche de bénévoles, notamment en septembre sur les forums des associations.

Dans le prolongement de cette action, une campagne publicitaire a été lancée en septembre 2014 avec pour slogan : « Il y a 36 façons d'être utile, quelle sera la vôtre ? » Cette campagne mettait en avant des personnes qui, en plus de leurs activités quotidiennes, consacraient quelques heures au bénévolat de manière souple.

Enfin, le renouvellement de la page bénévolat sur notre site web s'est accompagné de la production de 15 diaporamas sonores faisant le portrait de volontaires et de bénévoles – parmi lesquels 6 jeunes – engagés au sein de l'association.

Ne laissons pas disparaître la fraternité

Le Secours Catholique-Caritas France a lancé une campagne à l'occasion des élections municipales, en portant haut et fort le slogan « Ne laissons pas disparaître la fraternité ». Dans les premiers jours de mars 2014, un grand quotidien national et une chaîne d'information ont publié une enquête TNS Sofres réa-

lisée en exclusivité pour le Secours Catholique-Caritas France. Pour le quatrième mandat municipal consécutif (1995, 2001, 2008, 2014), cette enquête présente la perception que les maires ont de la pauvreté dans leur commune. En 2014, nous avons complété l'enquête par une série de questions autour du rôle que les maires pensent avoir dans la garantie du lien social. Cette enquête originale nous a permis une reprise dans de nombreux supports.

Le Groupe d'action citoyenne élections a mené des actions dans la continuité de celui de la campagne présidentielle de 2012. Réunissant des intervenants de tous horizons, il a permis de rassembler des éléments de fond et de sens, et de recueillir des témoignages.

Film pour l'action internationale

Le Secours Catholique-Caritas France a produit un film destiné à mieux expliciter ses modalités d'action internationale. Ce film permet de développer et d'illustrer avec pédagogie les enjeux de l'action. Cet outil est à la disposition des équipes locales et des délégations qui peuvent ainsi mieux communiquer auprès du grand public.

En outre, en janvier 2014, le Secours Catholique-Caritas France a renouvelé son soutien à l'organisation du Festival international du film des droits de l'homme. Ce festival offre depuis 2003 un panorama du cinéma documentaire sur le thème des droits de l'homme, avec l'appui du Secours Catholique-Caritas France. En janvier et février 2014, dans plusieurs régions de France, nos équipes de bénévoles ont organisé localement des événements autour de films diffusés dans le cadre du festival.

Forte présence numérique

Grâce au développement de sa présence sur les réseaux sociaux, le Secours Catholique-Caritas France a accru sa pénétration d'influence auprès des prescripteurs : journalistes, blogueurs, personnalités... Notre compte sur le réseau Twitter – @caritasfrance – a enregistré une très forte progression, passant de 70 000 à plus de 100 000 abonnés qui suivent nos prises de parole.

Film « Donner, c'est déjà agir »

À l'occasion de la campagne de collecte nationale réalisée en fin d'année, le Secours Catholique-Caritas France a produit un film visant à illustrer le slogan « Donner, c'est déjà agir ». Trois actions présentent des formes simples de solidarité. Sous une forme positive, le film donne envie au spectateur de s'engager pour vivre une aventure similaire.

Exposition sur la République centrafricaine

Nous avons réalisé un outil de plaidoyer et de communication afin de faire mieux connaître la crise que traverse la République centrafricaine. L'exposition de



photographies donne un visage aux réalités de ce conflit oublié. Elle est présentée dans les délégations afin de sensibiliser les différents publics.

JEAN RODHAIN ET LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE



La production d'un film d'une heure sur la vie et l'œuvre de monseigneur Jean Rodhain, premier secrétaire général du Secours Catholique-Caritas France en 1946, a été une réalisation importante de 2014. Ce documentaire intitulé *Jean Rodhain et le Secours Catholique* permet de promouvoir les fondements du Secours Catholique-Caritas France à travers l'engagement de Jean Rodhain.

De l'Aumônerie des prisonniers de guerre, qu'il a fondée avec l'aide d'une poignée de jeunes jocosites, au Secours Catholique-Caritas France et à ses dizaines de milliers de bénévoles, monseigneur Rodhain a fait preuve d'une exceptionnelle capacité d'innovation et d'adaptation, l'esprit toujours en éveil face à la nouveauté. Réalisé par le Secours Catholique-Caritas France à partir d'images d'archives et d'entretiens avec de grands témoins, ce film propose de comprendre l'institution d'aujourd'hui, son fonctionnement et ses orientations à la lumière de l'histoire personnelle de Jean Rodhain, et des événements qui ont marqué son existence en même temps que l'histoire contemporaine.

Le film est diffusé auprès des bénévoles et des pèlerins qui passent par la cité Saint-Pierre, à Lourdes, ainsi que durant les sessions de formation des bénévoles comme des salariés.

Coproduit avec la chaîne KTO, il a été diffusé en avril à une heure de grande écoute et rediffusé régulièrement.



GÉNÉROSITÉ ET FINANCES

Notre base de donateurs est restée solide mais a néanmoins subi une érosion liée aux difficultés économiques. Les donateurs ont continué à nous soutenir, même pour des actions d'urgence qui n'ont pas eu une portée médiatique importante, marquant ainsi leur adhésion à notre mission.

Mobiliser la générosité

Alors que la crise économique avait généré un élan de générosité, il est apparu que les donateurs eux-mêmes sont maintenant affectés par cette crise. En conséquence, la collecte a globalement enregistré un léger recul en 2014.

Le don s'est considérablement recentré sur la fin de l'année. Cela s'explique par le fait qu'en période de crise plus encore que d'ordinaire, les donateurs attendent de faire leur bilan pour voir ce qu'ils peuvent donner. Ce sursaut de fin d'année a permis de rattraper la plus grande partie du recul enregistré sur 2014.

Donner du sens au don

Afin de maintenir la confiance et la fidélité de ses donateurs, le Secours Catholique-Caritas France a renforcé le message sur la particularité de sa mission. Dans un contexte associatif très concurrentiel, ce qui fait la différence, pour les donateurs, c'est le sens derrière l'appel au don. Or, le Secours Catholique-Caritas France propose une mission axée sur l'humain et particulièrement réfléchie, visant à restaurer les capacités d'agir des personnes que nous accompagnons. Cette mission est portée par un réseau engagé et en proximité avec les situations rencontrées.

Tout au long de l'année, les bénévoles, les personnes accueillies comme les salariés ont à cœur d'incarner cette mission en témoignant, par exemple dans le cadre des paroisses, de l'importance de leur engagement. Cette mobilisation permet à la fois d'éveiller à la solidarité et de convaincre des donateurs de la pertinence qu'il y a à soutenir nos actions.

Collectes d'urgence

La collecte d'urgence pour les victimes des conflits au Moyen-Orient, bien qu'importante, n'a pas été au même niveau que celle pour les Philippines après le passage du typhon Haiyan en 2013. Les donateurs ont toujours plus de difficultés à se mobiliser pour des conflits armés que pour des catastrophes naturelles. Pourtant, il est important d'insister sur le fait que la mission du Secours Catholique-Caritas France est d'aider toutes les personnes en difficulté, notamment les nombreuses victimes civiles de ces conflits, parmi lesquelles nos nombreux frères chrétiens.

Legs et donations

Cette forme de soutien a souffert en fin d'année d'un marché de l'immobilier déprimé et du conflit des notaires qui a ralenti le traitement des dossiers. En effet, ce sont souvent des biens immobiliers qui sont transmis dans le cadre de legs et de donations. Ce type de soutien reste cependant majeure et traduit l'engagement de personnes qui souhaitent que leur générosité perdure après leur mort.

Subventions et cofinancement

En 2014, les subventions pour notre action en France ont à peine atteint le niveau de 2013. L'ensemble des acteurs associatifs souffre du fort recul de ces finan-

ciements. Parallèlement, les fonds publics pour l'action internationale se sont faits plus rares, alors que la concurrence interassociative a été très présente. Cette situation renforce la nécessité de la collecte de fonds privés, qui permettent de poursuivre les actions tant en France qu'à l'international.

LA DIRECTION ADMINISTRATION-FINANCES

La direction administration-finances est une fonction support qui aide les instances dirigeantes, les autres directions et les délégations à mettre en œuvre l'action du Secours Catholique-Caritas France. Sa mission principale est d'optimiser le pilotage et la gestion de l'association pour en maximiser l'action aux différents niveaux.

Au niveau national, elle aide au pilotage en produisant les comptes nationaux de l'association (336 M€ d'activité économique) et son budget (140 M€ de ressources), en optimisant la trésorerie et les placements, en organisant ses systèmes d'information, en réalisant les biens légués, en organisant l'optimisation des locaux. Des tableaux de bord pour la gestion du bénévolat et de l'action internationale ont ainsi été élaborés.

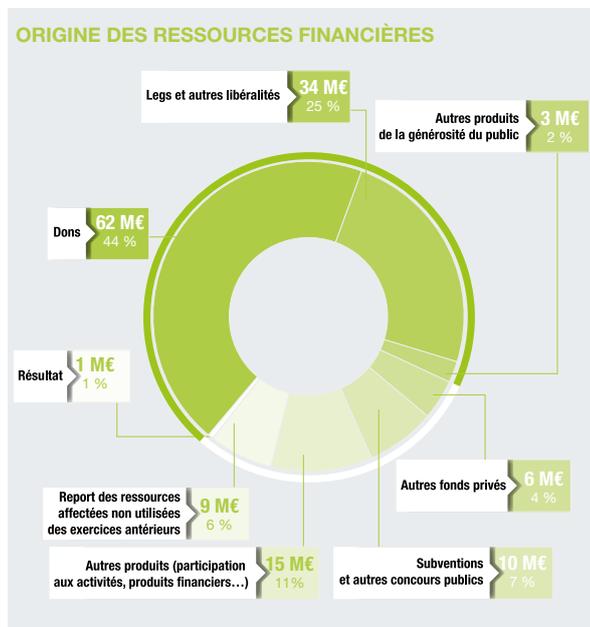
La direction administration-finances représente le Secours Catholique-Caritas France auprès des commissaires aux comptes, des autres organismes de contrôle (Cour des comptes, Comité de la charte, Union européenne) et des organes institutionnels (Haut Conseil à la vie associative).

Service aux délégations et aux directions

La direction administration-finances assure la formation des acteurs des directions et des membres de bureau des délégations à la finance et à la gestion. Ainsi, plus de 70 personnes ont été formées à la gestion de projets internationaux, et 50 à la gestion en France.

La direction apporte un appui à la gestion budgétaire, comptable et de trésorerie des délégations et des directions. Elle les conseille dans le domaine juridique et fiscal. Elle facilite la gestion des 3 500 locaux du Secours Catholique-Caritas France à travers la France, ainsi que la gestion des comptes bancaires et des opérations financières dématérialisées par l'intermédiaire d'un support intranet. Des fiches métiers ont également été déterminées pour faciliter la gestion et la communication auprès des territoires.

En outre, sa cellule d'achats permet aux délégations et aux directions d'économiser 500 000 euros chaque année grâce à l'utilisation d'une centrale de référencement.



LE RÉSEAU PARTENARIAL SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France a souhaité le rapprochement des structures de lutte contre l'exclusion qu'il a créées, au sein d'un « Réseau partenarial » : rencontre entre acteurs, signature d'une charte, réflexion sur des outils de communication et de plaidoyer communs. Le réseau permet à ces organisations d'allier forces, moyens et compétences pour favoriser l'accompagnement des personnes en situation de pauvreté, éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité et enfin agir sur les causes de la pauvreté.

reseau-partenaires-sc.org



Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la **Fondation Caritas France** est la première fondation reconnue d'utilité publique et abritante dédiée aux questions de pauvreté.

Sa première mission est d'encourager le développement de la philanthropie au service de la lutte contre les grandes exclusions en abritant des fondations sous son égide. Elle a vocation à permettre à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation. Elle est reconnue pour son accompagnement des fondateurs familiaux dans le développement de leur action (choix de projets, implication de leurs proches...). Au 31 décembre 2014, la Fondation Caritas France abritait 61 fondations, dont 17 nées durant l'année. L'ensemble de ces fondations a collecté 5,1 millions d'euros en 2014, et a financé pour 3,2 millions d'euros de projets, en France et dans le monde. Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets de lutte contre la pauvreté, conduits par le Secours Catholique-Caritas France ou par d'autres partenaires, en France et à l'international. En 2014, grâce à ses 2 400 donateurs, la fondation a collecté 4,8 millions d'euros en propre. Ces fonds lui ont permis de soutenir 80 projets répondant aux besoins essentiels, à fort impact social ou innovants.

La Fondation Caritas France appuie la recherche sur les racines de la pauvreté. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales, dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'Institut de France.

www.fondationcaritasfrance.org



L'Association des cités du Secours Catholique, créée en 1990, lutte contre l'exclusion et pour l'insertion des personnes en situation

de précarité et/ou de handicap. L'ACSC a pour mission d'accueillir ces personnes et de les héberger, de les accompagner et de les mener sur le chemin de l'autonomie. L'association compte plus de 850 salariés et plus de 300

bénévoles. Ses 19 établissements (13 établissements sociaux et 6 structures médico-sociales), répartis sur 3 territoires, ont accueilli en 2014 plus de 10 000 personnes. L'ACSC a redéfini son projet associatif pour la période 2014-2018, en mettant l'accent sur la place et la participation des personnes accompagnées, l'innovation et la qualité, le plaidoyer et la communication pour donner du sens aux projets menés, l'optimisation de sa gouvernance et de l'utilisation de ses ressources. L'année 2014 a vu l'ouverture de deux pensions de famille, d'une résidence accueil et de la Maison des 2 Rives à Bordeaux. Par ailleurs, l'association « Les Fourneaux de Marthe et Matthieu », qui gère un établissement d'aide par le travail à Colombes (92), a intégré l'ACSC en mai 2014.

www.acsc.asso.fr



Depuis 2004, **Tissons la solidarité**, fondée par le Secours Catholique, met en réseau des associations d'insertion par l'activité économique. Ainsi 1 900

femmes sont salariées sous forme de contrats aidés dans 70 structures d'insertion qui travaillent au réemploi durable des vêtements, pour permettre l'emploi pérenne des personnes. Tissons la solidarité mobilise les acteurs de l'économie classique, autour du retour à l'emploi pérenne des femmes. Les salariées occupent des métiers du textile, de la mécanique à l'entretien, en passant par la vente en prêt-à-porter.

www.tissonsalsolidarite.org



La Fondation Jean Rodhain a été créée pour promouvoir l'étude de la théologie de la charité. La fondation organise tous les deux ans un colloque rassemblant une cinquantaine de chercheurs et de praticiens. Elle a créé des chaires d'études dans les différentes facultés de théologie qu'elle finance. Le site de la fondation est alimenté par les chaires Jean-Rodhain.

www.fondationjeanrodhain.org

NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN NOS PARTENAIRES

- » Agence française de développement
- » Agence de l'eau Artois-Picardie
- » Agence de l'eau Loire-Bretagne
- » Agence de l'eau Seine-Normandie
- » Alten
- » Caisse d'épargne
- » Communauté de l'agglomération havraise
- » Crédit Mutuel
- » Eberhardt Frères
- » ECHO (service de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile)
- » Émeraude Solidaire
- » Fondation Caritas France
- » Les fondations abritées par la Fondation Caritas France :
 - Fondation L'Arbre du voyageur
 - Fondation Aveyron Solidaire
 - Fondation Les Avions du bonheur
 - Fondation François et Monique Bilger
 - Fondation F et PM DeFrance
 - Fondation Franck Giroud
 - Fondation Le Manteau de saint Martin
 - Fondation Natan
 - Fondation Zéphyr
- » Fondation Cetelem pour l'éducation budgétaire
- » Fondation Crédit Coopératif
- » Fondation d'entreprise Hermès
- » Fondation Masalina
- » Fondation Philanthropia
- » Fondation Sancta Devota
- » Fondation Somfy - Les petites pierres
- » Fonds mondial de l'eau
- » Fonds Suez environnement initiatives
- » Grand Lyon
- » IBM France
- » Lyonnaise des eaux
- » Magazine Top
- » Ministère des Affaires étrangères et du Développement international
- » Nestlé France
- » Orange
- » Swiss Philanthropy Foundation
- » Union européenne

Ainsi que de nombreuses municipalités
et de nombreux conseils généraux.



Document conçu et réalisé
par la direction de la communication
106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 49 73 00
Fax : 01 45 49 94 50
Rédaction : Taor Communication
Correction-révision : Irsane de Scitivaux

Photos de couverture :

Patrick Delapierre - Sébastien Le Clezio / S.C.

Maquette : département Fadip



LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE EN CHIFFRES



1 450 000

personnes soutenues
et accompagnées en France



67 400

bénévoles



2 389

lieux d'accueil



7 000

enfants et adolescents
soutenus dans leur scolarité



320 000

familles accompagnées



5 000

personnes accompagnées
vers l'emploi



500

dossiers de microcrédit



2 000

enfants partis en Accueil
familial de vacances



3,2 MILLIONS

de bénéficiaires de l'aide internationale
dans 77 pays ou zones



719

opérations soutenues à l'international
en 2014



38

interventions d'urgence



336 M€

de ressources dont 85 % consacrées
aux missions sociales



106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07

Tél. : 01 45 49 73 00

Fax : 01 45 49 94 50

www.secours-catholique.org